

LES CAHIERS DU
CEVIPOF

CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

OCTOBRE 2001 / 30

Internet au service de la démocratie ?
Le cas d'Attac

Flore TRAUTMANN



SOMMAIRE :

INTRODUCTION	3
I/LE DETOURNEMENT D'INTERNET PAR LES MILITANTS	7
A) CE QUE VOULAIENT LES DIRIGEANTS	7
B) DYNAMIQUE TRANSVERSALE	11
C) PROCESSUS DE REAPPROPRIATIONS.....	15
II/ INTERNET AU SERVICE DU DEBAT ?	23
A) DES REGLES DE COMMUNICATION PROPICES AU DEBAT ?	23
B) COMPETENCE ET ACCES A L'INFORMATION	26
C) ESPACES PUBLICS FRAGMENTES.....	27
III/ QUI PARLE AU NOM DE QUI ?.....	29
A) LES INTERNAUTES : REPRESENTANTS DE FAIT ET NON DE DROIT	29
B) LES INTERNAUTES : UNE POPULATION A L'IMAGE DES ADHERENTS D'ATTAC ?	33
IV/ QUI DECIDE ?	38
A) LE POUVOIR INSTITUTIONNEL	38
B) UNE BASE TRES INFLUENTE.....	41
Une base plus visible, plus unie, plus forte	41
Un pouvoir d'interpellation et de mise sur agenda	42
L'attitude des dirigeants face aux interpellations de la base	44
CONCLUSION	47
GLOSSAIRE DES OUTILS ELECTRONIQUES PRESENTS A ATTAC	49
ANNEXE METHODOLOGIQUE.....	50
BIBLIOGRAPHIE	52

Introduction

« Orwell in Athens »¹ : voilà qui est bien résumé. Internet fait fantasmer, et dans des directions apocalyptique (Big Brother) ou idyllique (l'agora athénienne). Dans cette deuxième version, Internet est volontiers présenté comme l'outil permettant d'entrer dans une nouvelle ère démocratique. Les épisodes successifs des mobilisations contre l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement) ou contre l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à Seattle ont ainsi suscité une série de commentaires sur une démocratie planétaire en devenir, rejoignant la thématique en vogue d'une « société civile mondiale ». Mais l'engouement comme les peurs relèvent plus souvent d'approches prophétiques que d'observations empiriques. Dans quelle mesure peut-on dire qu'Internet est un facteur de démocratisation ? Tel est l'objet de cet article, à partir d'une étude menée sur le cas d'Attac (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens).

Transparence, souplesse, contacts directs, sans intermédiaire, rapidité, horizontalité : telles sont les caractéristiques attribuées à Internet et souvent présentées comme étant aussi les fondements d'une conception particulière de la démocratie, celle de la démocratie directe, survalorisée par ces discours. Comme le souligne très justement Françoise Massit-Folléa : « Un messianisme d'inspiration techniciste se propose de répondre à la crise de la démocratie représentative par la transparence (énorme quantité d'informations disponibles sur Internet), par le dialogue direct avec les élus (numéro vert, messagerie électronique, visioconférence), par la prise en compte totale et immédiate des opinions individuelles (référendum électronique ou segmentation automatique des votes) »². Internet comme réponse à la crise de la représentation ? L'idée est présente, en filigrane, derrière de nombreux écrits sur la « cyberdémocratie ».

La part du mythe existe incontestablement. Cependant, l'apparition d'un nouveau média est rarement neutre pour le champ politique et le fonctionnement démocratique. La presse écrite et la télévision en ont été les meilleurs exemples. Il faut alors saisir en quoi Internet bouleverse les règles du jeu communicationnel, ouvre des perspectives radicalement nouvelles. C'est dans le passage d'une communication *one to one* ou *few to few* (téléphone ou courrier postal) et *few to many* (aussi résumée par l'expression « *broadcasting* », radio ou télévision) à une communication *many to many*, qu'Internet offre une potentialité jusque là inconnue. Quelles peuvent être les traductions de ces potentialités dans la réalité, au regard du thème de la démocratie ? La démarche, s'appuyant sur des cas concrets d'utilisation d'Internet est encore très peu répandue par opposition au nombre prolifique d'essais sur la question. Or, aucune conclusion solide ne peut être tirée des seules potentialités d'un outil : ces dernières ne sont que partiellement déterminantes. C'est pourquoi, il semble aussi très délicat de mener un raisonnement en termes d'« impact » ou d'« effet » d'Internet. Sans ignorer les contraintes et potentialités³ liées à un objet, il faut avoir à l'esprit que ce dernier n'est pas autonome, qu'il ne détermine pas les situations mais se voit réapproprié par des acteurs, dans un contexte et une situation donnés. Le courant de

1 W.B.H.J. VAN DE DONK, I.Th. M. SNELLEN, P.W. TOPS, Orwell in Athens. A perspective on informatization and democracy, los Press, Amsterdam-Oxford-Tokyo-Washington DC, 1995. Cité par Stefano RODOTA, La démocratie électronique. De nouveaux concepts et expériences politiques, Rennes : Apogée, 1999, p. 11.

2 Françoise MASSIT-FOLLEA, « La démocratie électronique : mise en perspectives », in Information et démocratie. Mutation du débat public, textes réunis par Jean MOUCHON et Françoise MASSIT-FOLLEA, Fontenay/Saint Cloud : ENS éditions, 1997, p. 107.

3 En effet, comme le soulignent H. AMBLARD, P. BERNOUX, G. HERREROS, Y.F. LIVIAN, Les nouvelles approches sociologiques des organisations, Paris, Le Seuil, 1996, « la forme d'un objet, ses fonctions, ses potentialités, ses rigidités, permettent de comprendre la stratégie développée par les acteurs ainsi que les systèmes de règles qui sont mis en place pour gérer ce monde d'objets inanimés disposant pourtant d'une âme », (p. 214).

la sociologie des usages a su apporter un éclairage tout à fait précieux à cette question de l'étude des objets, des techniques, en accordant une place centrale au rôle joué par les usagers dans les processus d'innovation technique⁴. Tentant de dépasser un schéma déterministe, on analyse alors ces processus d'innovation comme des jeux subtils d'interactions et non pas comme un schéma linéaire, science -> technique -> usage. Deux écueils doivent être évités : celui du déterminisme technologique et celui du déterminisme social ou ce que Serge Proulx⁵ appelle le « piège du naturalisme » et le « piège du sociologisme ». Le premier « place l'utilisateur devant un objet réifié, cristallisé dans une gamme d'usages possibles et face auquel l'utilisateur n'a d'autres choix que de se soumettre », le deuxième, le piège du sociologisme, consiste à voir l'objet technique uniquement comme un produit social, qui n'existerait pas en soi, « déterminé par un ensemble de contraintes sociales ».

Attac se présente alors comme un magnifique cas d'étude, dans la mesure où Internet occupait une place importante dès la création de l'association, place qui n'a cessé de croître par la suite mais aussi et surtout dans la mesure où la démocratie reste un thème central de débat. Les militants d'Attac, pour une bonne partie d'entre eux, sont à la recherche d'une autre manière de s'engager politiquement, ce qui se traduit notamment par une exigence et un questionnement importants à l'égard de la démocratie interne du mouvement. Si Internet peut contribuer au renforcement et/ou au renouveau démocratique, alors Attac doit en être une illustration. La définition du terme « démocratie » reste volontairement ouverte en ce début de texte ; on verra qu'elle fait l'objet de tensions entre militants et entre militants et dirigeants. Mentionnons seulement que la question de la responsabilité des dirigeants face à la base sera au cœur de l'étude des liens entre démocratie et utilisations d'Internet.

4 L'article de Josiane JOUET, « Retour critique sur la sociologie des usages », in Réseaux, n° 100, 2000, nous en offre un panorama clair.

5 Serge PROULX, « Les différentes problématiques de l'usage et de l'utilisateur », in André VITALIS (sous la dir.), Médias et nouvelles technologies, Rennes : Apogée.

Attac a fêté ses deux ans, le 3 juin 2000 et, quasiment le même jour, dépassé les 25 000 adhérents⁶. L'association s'est popularisée en proposant d'étudier la mise en place de la taxe Tobin, du nom du prix Nobel d'économie James Tobin, qui se fixe pour objectif la réduction de la spéculation sur le marché des changes⁷. L'idée doit être comprise de manière symbolique, dans la mesure où « taxer les opérations de change pour pénaliser la spéculation, contrôler les mouvements de capitaux à court terme, ce serait adresser un avertissement politique fort aux principaux acteurs économiques ; ce serait affirmer que l'intérêt général doit l'emporter sur les intérêts particuliers et les besoins du développement sur la spéculation internationale »⁸.

La première pierre d'Attac fut posée en réalité non pas en juin 1998 mais en décembre 1997, avec l'éditorial, « désarmer les marchés financiers », écrit par Ignacio Ramonet⁹, dans Le Monde diplomatique. Il concluait ainsi : « Pourquoi ne pas créer, à l'échelle planétaire, l'organisation non gouvernementale Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens – Attac. En liaison avec les syndicats et les associations à finalité culturelle, sociale ou économique, elle pourrait agir comme un formidable groupe de pression civique auprès des gouvernements pour les pousser à réclamer, enfin, la mise en œuvre effective de cet impôt mondial de solidarité ». L'idée aurait été encouragée par de nombreux lecteurs du Monde diplomatique et des associations, syndicats, titres de presse prêts à soutenir cette initiative.

Attac a alors été créée par un collège de membres fondateurs, pour l'essentiel, des personnes morales aussi diverses que : AC! (Agir ensemble contre le chômage), Amis de la Terre, l'APEIS (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité), la fédération des banques CFDT, la fédération des finances CGT, la Confédération paysanne, SUD-PTT, le MRAP ou encore le MNCP mais aussi des titres de presse (Charlie Hebdo, Le Monde diplomatique, Politis ou Témoignage chrétien).

Les caractéristiques propres à Internet (support écrit, communication *many to many*, centralisation des informations médiatisée par l'outil) changent-elles les relations de pouvoir ? Permettent-elles d'atténuer ou d'aller à l'encontre des tendances oligarchiques, de cette « loi d'airain de l'oligarchie » analysée par Roberto Michels ? Transforment-elles les règles du débat ? Permettent-elles de nouveaux canaux de règlement des conflits, et donc de nouvelles modalités pour la prise de décision ? L'intervention de nouvelles technologies mobilise-t-elle un espace politique nouveau, reposant sur des formes inédites d'interactions ? L'utilisation d'Internet (et on entend par là les divers modes de communication que l'outil rend possible¹⁰) pourrait multiplier les canaux de participation au sein de l'association¹¹. La liste de discussion consiste en un mode de communication à la fois écrit et dont les termes de l'échange sont espacés dans le

6 25 000 adhérents dont 16 000 seraient à jour de leurs cotisations : ce sont les chiffres de la direction d'Attac.

7 C'est la présentation qu'Attac fait de cette taxe. Peut-être n'est-ce pas très exactement l'idée de James Tobin. Mais il est hors de mon propos d'entrer dans ce débat.

8 François CHESNAIS, Tobin or not Tobin ? Une taxation internationale sur le capital, L'Esprit frappeur, n°42, Paris, 1998, 86p., p.9.

9 Ignacio Ramonet est l'actuel président d'honneur d'Attac (le président étant Bernard Cassen) et le directeur de la publication du Monde diplomatique.

10 Pour une liste détaillée des divers outils électroniques présents à Attac, se reporter au glossaire.

11 A ce sujet, il faut avoir constamment à l'esprit que l'étude de nouvelles technologies au sein d'une organisation politique laisse de côté un certain nombre de questionnements dans la mesure où nous avons affaire à des individus déjà engagés politiquement. Je veux souligner par là qu'à aucun moment je ne considère qu'Internet peut accroître, d'une manière générale, la participation politique, laquelle est sans doute avant tout guidée par des facteurs socio-culturels. Il s'agit là, en réalité, d'un autre objet de recherche et on peut, par exemple, sur cette question, se reporter à l'ouvrage de HILL K. A. et HUGHES J. E., Cyberpolitics. Citizen activism in the age of the Internet, Oxford, Rowman et Littlefield, 1998.

temps. On peut alors s'attendre à ce que le débat entre adhérents mais aussi entre adhérents et dirigeants soit constructif, gagne en qualité (c'est l'un des fondements des discours qui rapprochent Internet d'un certain retour à l'agora athénienne) et, dans un même mouvement, ne soit pas neutre sur les relations de pouvoir au sein de l'association. On peut encore faire l'hypothèse que la visibilité accrue de l'information et des opinions qu'autorisent les outils électroniques modifie également les rapports de pouvoir. Telles sont les questions et hypothèses qui guideront cette étude.

Partant de l'idée (développée précédemment) qu'un outil ne peut être étudié indépendamment de stratégies d'acteurs, d'une situation et d'un contexte, le travail empirique ne pouvait pas se limiter aux seules utilisations d'Internet. Il s'agissait donc non seulement de suivre attentivement les échanges véhiculés par les différentes listes de discussion d'Attac mais aussi de comprendre comment les outils électroniques prenaient place dans l'ensemble de la structure de l'association. Il a donc été nécessaire d'assister aussi aux réunions de certains comités locaux, du conseil d'administration et de mener quelques entretiens avec le webmaster ainsi qu'avec deux dirigeants de l'association. Aucun entretien à proprement parler n'a été mené avec des militants. Cependant, de nombreux contacts informels étaient maintenus avec ces derniers. Enfin une enquête par questionnaires a été réalisée auprès d'une centaine d'adhérents¹².

Internet n'a pas été initialement et explicitement mis au service de la démocratie interne. Cela ne veut pas dire que le lien n'existe pas, mais simplement qu'il est à mettre en évidence, ce que ne font pas nécessairement les acteurs en présence. Ce travail de mise en relation ne pouvait alors se passer de l'étude préalable de ce que devait être Internet à Attac dans l'esprit de ceux qui ont mis en place les outils électroniques de l'association. Les militants sont en effet partis de ce qui était mis à leur disposition pour se réapproprier ces outils et en détourner partiellement l'usage proposé. A partir de l'étude de cette dynamique de détournement d'Internet par les militants, on s'interrogera sur les caractéristiques du débat au sein de l'association : à la fois ce qui s'échange par les outils électroniques et comment ce qui s'y échange s'articule avec le débat qui traverse l'ensemble des sphères de l'association. Mais se pose alors la question de la portée de la parole véhiculée par Internet : les militants qui s'expriment par le biais des outils électroniques n'ont aucun mandat, ils ne représentent pas de groupe particulier et ne sont en outre pas nécessairement représentatifs du reste de l'association : alors qui parle et au nom de qui ? Il s'agira enfin de comprendre si ces prises de parole sont, ou non, intégrées dans le processus décisionnel.

¹² Pour une présentation plus détaillée du terrain effectué, se reporter à l'annexe méthodologique.

I/Le détournement d'Internet par les militants

Initialement, Internet à Attac devait prioritairement favoriser l'efficacité du travail par la « mutualisation »¹³ de la production d'informations et une circulation rapide et peu coûteuse de l'information. A partir des outils électroniques alors créés, a pu émerger une dynamique transversale au sein de l'association et Internet est devenu alors un élément actif « d'organisation des relations des hommes entre eux et avec leur environnement »¹⁴. C'est sur cette base que de nouveaux rapports ont pu émerger et que les militants ont partiellement détourné l'outil de sa finalité initiale pour en faire un moyen d'échange et de débat interne.

A) Ce que voulaient les dirigeants

Ce que les dirigeants ont voulu faire d'Internet au sein d'Attac ne peut se comprendre indépendamment du projet politique de l'association. C'est parce qu'Attac se revendique mouvement d'éducation populaire et de contre-expertise que l'information (tant sa production que sa diffusion) occupe une place à ce point centrale. Internet a habité ce projet et est devenu un outil stratégique.

A ce stade, une étude du contexte dans lequel Attac est née et se développe nous aiderait à comprendre l'importance de l'activité de contre-expertise au sein de l'association. La mondialisation accrue des sphères économique et financière, rendant les processus de décision de plus en plus complexes, donc peu lisibles, n'a pas été sans effet sur le rapport des citoyens aux élites. Ce phénomène désigne en fait deux réalités, qui, toutes deux, conduiraient à la diminution des marges de manœuvre de l'Etat : l'obligation croissante, de la part des gouvernements, d'intégrer dans leurs choix des mécanismes économiques de plus en plus complexes, dus à une interdépendance croissante des économies (mondialisation économique) ; le pouvoir croissant d'instances supranationales : « les phénomènes d'internationalisation multiplient les partenaires, éloignent spatialement le site et les acteurs de la décision, suscitent un sentiment d'illisibilité, d'opacité des choix »¹⁵. La mondialisation s'accompagne ainsi d'un discours sur le déclin de l'Etat, sur la perte de ses marges de manœuvre. Et, si ce discours n'a pas aidé les citoyens à accorder leur confiance aux institutions de leur pays, il a aussi accéléré l'évolution des formes d'engagement civique et politique. Car, comme le dit justement R.J. Dalton, « The decline in political support had not eroded support for democratic principles »¹⁶. « The new style of citizen politics thus seeks to place more control over political activity in the hands of the citizenry. These changes in participation make greater demands on the participants. At the same time, these activities can increase public pressure on political elites. Citizen participation is becoming more closely linked to citizen influence. »¹⁷. La mondialisation et la transformation du rapport du citoyen aux élites politiques contribuent à faire évoluer les modes d'action.

13 Les guillemets soulignent ici qu'il s'agit d'un terme emprunté au vocabulaire des acteurs et notamment employé par le webmaster de l'association.

14 M. AKRICH, « Comment décrire les objets techniques », Techniques et Culture, n°9, janvier-juin, 1987, pp. 49-64.

15 Erik NEVEU, Sociologie des mouvements sociaux, Paris : La Découverte, 1996, p. 17.

16 Russel J. DALTON, Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies, 1988 et 1996, Chatam House Publishers, Inc, 338p., p. 280.

17 Idem, p. 64.

Internet sera alors mis à contribution pour diffuser le plus largement possible l'information produite et tenter, par ce moyen, de « mobiliser le consensus », en proposant un cadre particulier d'interprétation du monde¹⁸. On perçoit toute l'importance de ce travail de « décodage du réel » pour ces mouvements que l'on peut appeler, de manière générique, les « anti-mondialisation », dont Attac fait partie. A Attac, cette construction de sens passe notamment par l'effort pour lier idéologiquement différentes luttes comme celles contre les OGM, l'AMI, ou encore le naufrage de l'Erika : « Attac ne peut pas être la somme des gens qui s'intéressent à l'eau, qui s'intéressent à la Taxe Tobin etc, Attac c'est une association qui a un corpus anti-libéral, c'est une logique et un positionnement. », explique à ce propos Pierre Tartakowsky, secrétaire général d'Attac¹⁹. Un nouveau schéma d'interprétation du monde apparaît donc avec la montée des mouvements « anti-mondialisation ». Des coupables sont désignés (les institutions internationales et notamment l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale mais aussi certaines grosses firmes multinationales), des solutions sont proposées (la taxe Tobin, pour ne citer qu'un exemple).

C'est dans ce sens que l'on peut parler pour Attac de « surinvestissement de la sphère cognitive », pour reprendre une expression de Charles Patou²⁰. Du reste, Pierre Tartakowsky, le dit assez clairement : « Contrairement à une organisation révolutionnaire ou sectaire, nous n'avons pas nous, vocation à transformer les gens en militants. (...) si les gens rejoignent Attac en payant une cotisation et en s'en tenant informé, pour nous c'est déjà extrêmement important. »²¹. L'importance de la production et de la diffusion de connaissances à Attac est bien symbolisée par l'existence même d'un Conseil scientifique où travaillent ensemble et pour l'essentiel chercheurs et universitaires. L'expertise se construit alors de manière cumulative par le Conseil scientifique ainsi que par les adhérents eux-mêmes, rassemblés en « groupes de travail », sur des thèmes tels que les OGM (organismes génétiquement modifiés), l'OMC (Organisation mondiale du commerce), la culture ou encore le commerce équitable.

Le lien entre Internet et information ne concerne pas uniquement la diffusion mais aussi la production d'expertise. Internet est alors utilisé pour aller chercher l'information, pratique souvent décrite par l'approche journalistique : « Les 'nouveaux citoyens' cherchent l'information à la source », titre *Le Monde*²², ou encore : « Internet est un moyen essentiel pour trouver des infos sur l'OMC. Il suffit d'aller sur les sites officiels²³ ». Dans cette perspective, il est très probable que le précédent de la lutte contre l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement) joue son plein rôle d'événement fondateur, qui façonne une conscience, un imaginaire collectif autour des pratiques militantes « internautes ».

Parce que les dirigeants d'Attac tiennent à qualifier l'association de « mouvement d'éducation populaire », l'expertise ne peut être uniquement délivrée « d'en haut » (en l'occurrence le Conseil scientifique d'Attac) pour être assimilée « en bas » (à la base). Dire, donc, que l'information occupe une place centrale au sein du projet politique d'Attac, n'est pas suffisant : par qui est produite l'information ? Comment circule-t-elle ? Vers qui est-elle dirigée ? Si le Conseil scientifique de l'association est une instance respectée et productive en matière d'expertise, elle n'en constitue pas l'unique source. Chacun doit pouvoir apprendre par soi-même. C'est pourquoi chacun doit tenter de contribuer à la production d'informations. Et la multiplicité des

18 Cette terminologie se réfère à l'analyse de Goffman en terme de « frame analysis ». Voir Erving GOFFMAN, *Les cadres de l'expérience*, Paris : Minuit, 1991.

19 Entretien réalisé, dans le cadre de mon mémoire de DEA, le 30 mai 2000.

20 Charles PATOU, « Usages militants de la formation et de l'information. Les exemples d'AC ! et d'Attac », in *Cahiers politiques*, février 2000, n°4.

21 Pierre Tartakowsky, secrétaire général d'Attac. Entretien mené le 30 mai 2000.

22 *Le Monde*, mercredi 23 août 2000, p. 6.

23 *La Chronique d'Amnesty*, janvier 2000, p. 12.

sources de production de l'information doit s'accompagner de moyens de communication entre tous les niveaux de l'association afin d'obéir à une logique cumulative. C'est ce que Laurent Jesover appelle la « mutualisation du travail ». Et une nouvelle organisation du travail et de nouveaux rapports au sein de l'association se sont alors dessinés.

L'expression « mouvement d'éducation populaire »²⁴ est désormais presque systématiquement utilisée par les dirigeants d'Attac pour qualifier le mouvement. Peut-être faut-il dire quelques mots de cette mouvance, bien ancrée dans l'histoire française. L'éducation populaire constitue aujourd'hui une nébuleuse d'une extrême diversité au sein du monde associatif. On ne peut l'évoquer sans citer la Ligue de l'enseignement, pionnière en la matière et créée en 1866 à l'initiative de Jean Macé. Mais comment caractériser l'éducation populaire ? « C'est l'éducation qui n'est pas cadrée dans les structures traditionnelles de la famille, de l'école ou de l'université. C'est l'éducation au sein du temps de loisir, oui, mais par la pratique volontaire de la vie de groupe, la confrontation, le partage. C'est aussi l'éducation de chacun par chacun : l'éducation qui ne vient pas d'en haut »²⁵. Effectivement, l'une des activités majeures des comités locaux²⁶ consistent en des exposés²⁷ produits, à tour de rôle par les membres du comité et parfois par des intervenants extérieurs, souvent membres du conseil scientifique. Les individus, groupes de travail, comités locaux coopèrent entre eux, s'appuient sur ce qui a déjà été fait pour entamer une nouvelle recherche. C'était bien la volonté initiale du webmaster, Laurent Jesover, qu'il résume par l'expression « mutualisation du travail » : « La liste²⁸, explique-t-il²⁹, devait permettre de fournir des informations sous forme de synthèse ou susciter des vocations de chercheurs d'informations sur la liste pour alimenter le site en informations. Le site n'était pas une vitrine de ce grand machin Attac taratata. C'était vraiment un outil de travail. ». Cette visée est rappelée très clairement au bas de chaque message de la liste « Attac local » et dans la présentation, sur le site, de la liste « Attac talk » : « *Le premier objectif de cette « communauté virtuelle » est constructif : il s'agit d'établir une documentation sur le site Attac.org, en rassemblant articles et documents divers autour de la lutte contre la dictature des marchés financiers* ». (<http://attac.org/listfrdiscu.htm>).

L'observation du fonctionnement des différentes listes de travail/discussion ainsi que les réponses données aux questionnaires montrent qu'il y a accord assez largement partagé du côté des utilisateurs des outils électroniques pour exploiter Internet dans cette direction : la mutualisation du travail. Si plus tard, il sera question de formes de réappropriation des outils Internet par les adhérents connectés, il ne faudra pas oublier que le *webmaster* est parvenu à faire partager et accepter, au moins partiellement, les règles qu'il proposait. Et c'est précisément cette acceptation de règles qui nous permet de parler d'un « usage collectif » des outils électroniques à Attac. Ainsi, à la question : « Quels sont, pour vous, les avantages qu'il y a à utiliser Internet au sein d'Attac ? »³⁰, on peut citer, à titre d'illustration, ces quelques réponses, que l'on retrouve sous des formes sensiblement proches dans un très grand nombre de questionnaires :

24 Cependant, à la suite d'échanges avec les adhérents, Bernard Cassen lui préfère « mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action ».

25 Jacques Bertin, dans Politis, hors série, « L'éducation populaire. Le retour de l'utopie », n°29, février-mars 2000.

26 Les comités locaux d'Attac sont aujourd'hui au nombre de 170. C'est la structure de base de l'association mais autour de laquelle règne un flou statutaire qui pose problème. Alors que les dirigeants reconnaissent que ces comités sont devenus le moteur d'Attac, cette structure n'a pas d'existence dans les statuts de l'association. Du reste, ce même nom « comité local » recouvre des réalités composites puisque certains comités sont organisés sur la base territoriale de la ville, d'autres sur le département, d'autres par arrondissement.

27 Les sujets sont alors très divers : l'OMC, la Taxe Tobin, les OGM, la dette des pays du Sud en sont quelques exemples.

28 Il parle de la liste « Attac local » qui met en relation l'ensemble des groupes locaux, par l'intermédiaire de « correspondants électroniques ». Pour plus de détail pour chacun des outils électroniques évoqués, se reporter au glossaire, en annexe.

29 Laurent Jesover, entretien réalisé le 14 février 2000.

30 Question que l'on retrouve dans les deux questionnaires : questionnaire papier et questionnaire électronique.

« accès à toute l'info », « accès à différents champs d'infos (national, international) », « Réception et transmission immédiate des infos », « Informations synthétiques immédiates », « C'est une source importante d'informations », « site = base de documents de référence accessible 24h/24 », « quantité des infos disponibles (doc du Conseil scientifique ...) », « Capacités de recherche accrues. Mise en commun des réflexions et travaux », « accès rapide à une quantité énorme de documents de référence »

La fluidité de l'information entre les différents lieux et niveaux de l'association, facilitée par les outils électroniques, trouve tous les jours des illustrations. Une contribution d'un membre de comité ou de groupe de travail peut ainsi se retrouver sur l'une des pages du site, dans les mains de membres du Conseil scientifique, être rediffusé par un correspondant électronique sur la liste « Attac local » ou encore dans le bi-hebdomadaire électronique *Le grain de sable*. Ce mode cumulatif de productions d'informations a été encore profondément renforcé par la création de la liste « Attac local » (datant de la fin de l'année 1999), dans la mesure où elle lie l'ensemble, ou presque, des comités locaux, structure essentielle de l'association. C'est l'outil qui contribue sans doute le plus à la dynamique transversale du mouvement. Pour donner une idée du type d'échanges qu'autorise cette liste en matière de « mutualisation du travail », citons un extrait de mail, représentatif de nombreux autres :

De: B.L.³¹
À: <Undisclosed.Recipients@ras.eu.org>
Objet: [ATTAC LOCAL] recherche d'info actions OGM
Date : mercredi 26 avril 2000 10:04

Bonjour,

Nous venons de créer deux groupes de travail respectivement dans nos groupes locaux d'attac du « Pays d'Aix » et du « Sud-Luberon » (étant donné la proximité de nos groupes nous avons décidé de travailler en étroite collaboration).

Afin de bénéficier de l'expérience des groupes locaux qui ont mis en place avant nous des groupes de travail sur les OGM, nous lançons un appel sur attac-local pour demander à ces groupes de nous envoyer un e-mail nous précisant leurs actions anti-OGM en cours ou en projet.

(...)

Bien cordialement,

*V.S., responsable du groupe OGM attac Pays-d'Aix,
B.L., responsable du groupe OGM attac Sud-Luberon.*

Ces utilisations d'Internet ne sont rendues intelligibles que par le lien établi entre les potentialités de l'outil et un projet politique (ici, la contre-expertise et la visée éducative du mouvement), un contexte (la genèse propre à Attac et la mondialisation économique) mais aussi des acteurs particuliers, au rang desquels, le webmaster joue un rôle décisif. Pour devenir cet outil de « mutualisation des savoirs », il lui faut un architecte ; Laurent Jesover imprime fortement sa marque à la manière dont l'outil (pris dans un sens générique) est utilisé au sein de l'association.

³¹ Les mails originaux comportent l'intégralité du nom de l'expéditeur.

« Notre but est de devenir un site de référence concernant les transactions financières. A côté des sites du Fonds monétaire international ou des autres sites marchands, il est indispensable que l'internaute ait facilement accès à un point de vue différent, non marchand, sur les phénomènes économiques qui, des OGM à la fusion des grandes entreprises, auront un jour ou l'autre un impact sur sa vie quotidienne. »³² Précisant, lors d'un entretien, ce qu'il entend par liste de discussion de qualité, Laurent Jesover explique : « (...) des discussions techniques pointues. (...) On n'est pas une liste de discussion de 'club-Internet' »³³. Ces quelques phrases en disent long sur la conception que Laurent Jesover a de la fonction d'une liste de discussion : ça doit être efficace, pertinent, performant. Cette conception particulière a très largement contribué à façonner ce qu'on a appelé « la fonction première » des outils électroniques. Mais à leur tour, les adhérents se feront les traducteurs des outils que le webmaster a mis à leur disposition.

La mise en place d'outils de communication en vue d'accroître l'efficacité du travail a contribué à dessiner profondément un mode de structuration de l'association. En effet, la mutualisation du travail est passée par la « mise en réseau » des différentes sphères de l'association (conseil scientifique, conseil d'administration, comités locaux, groupes de travail, simples adhérents), leur « décloisonnement ». Emerge ainsi une forme d'organisation tout à fait originale dans la mesure notamment où des regroupements se forment à l'infini entre divers noyaux de l'association. Ce processus est très clairement exprimé par Fabien Granjon³⁴ : « De manière identique au fait qu'il existerait la possibilité d'un affermissement des relations interindividuelles par le biais de la médiation technique, cette dernière pourrait également prévaloir à la constitution ou au contentement de regroupements interassociatifs, et/ou à l'accroissement de transitivité des individus à travers les diverses entités associatives ».

Il s'agit désormais de comprendre ce que signifie cette dynamique transversale et d'analyser ensuite les modes de réappropriation de cette transversalité : on verra en effet que l'efficacité du travail passe parfois au second plan, derrière la volonté de débattre et d'affirmer son identité au sein de l'association.

B) Dynamique transversale

La transversalité s'oppose au mouvement vertical et désigne alors la possibilité, pour un grand nombre d'individus, de communiquer sans nécessairement passer par une médiation hiérarchique. Cette dimension horizontale renvoie essentiellement à la potentialité qu'offre Internet de communiquer de plusieurs à plusieurs (*many to many*). Le terme de « transversalité » désigne en outre le fait de pouvoir communiquer à travers les différentes sphères (c'est l'image de la coupe transversale) de l'association (comités locaux, conseil scientifique, groupes thématiques de travail etc.). Cette dimension intègre les divers outils électroniques : les listes mais aussi le site qui centralise, garde en mémoire et permet, par son architecture même, de relier différents espaces. « La structure hypertexte, qui caractérise la plupart des matériaux en ligne, explique Peter Dahlgren, ainsi que la présence de liens dirigés vers d'autres sites, soutiennent la formation de vastes espaces interreliés et permettent de se mouvoir entre des espaces communicationnels distincts »³⁵. Ces échanges transversaux, comme on l'a déjà vu, ne

³²Citation tirée d'une interview de Laurent Jesover, parue dans Web Magazine, novembre 1999.

³³ Laurent Jesover, entretien réalisé le 14 février 2000.

³⁴ Fabien GRANJON, « De l'appropriation 'militante' d'Internet en contexte associatif. Engagement distancié et sociabilités digitales », in Communication (Québec), vol. 19, n°2, 1999, pp.127-136, p. 135.

³⁵ Peter DAHLGREN, "L'espace public et l'Internet. Structure, espace et communication", in Réseaux, n°100, 2000, p. 176.

concernent pas seulement les groupes locaux entre eux mais également le Conseil scientifique, le Groupe des traducteurs et divers groupes de travail.

Par le site, les secrétariats électroniques et les listes, les différents niveaux, instances, acquièrent une visibilité propre : chaque interlocuteur a sa place au sein de l'association, il devient visible et accessible. Rendre visible, en l'occurrence c'est faire exister. L'exemple des secrétariats électroniques³⁶ illustre très clairement ce phénomène. A partir du moment où le *webmaster* crée des adresses du type attac06@attac.org , pour les comités locaux ou omc.marseille@attac.org , pour les groupes de travail (en l'occurrence le groupe travaillant sur l'OMC, rattaché au comité Attac de Marseille), ces dernières sont répertoriées sur le site et rendues visibles et accessibles à tout le monde. De fait, le groupe ou le comité, par cette adresse puis par le site, acquiert une visibilité dans l'association.

A la limite, la création d'outils électroniques peut même faire exister, ou plutôt donner l'illusion de faire exister, des groupes qui pourtant n'existent pas réellement. Laurent Jesover a évoqué ainsi cet exemple intéressant : « Et j'ai d'ailleurs fait des bourdes. Par exemple, en septembre dernier, lorsque que j'ai créé pour quelques adhérents de Paris la liste ogm@attac.org , c'était une grosse erreur et j'ai mis bien quatre mois à m'en sortir. Parce que à partir du moment où je l'ai créé, ils fonctionnaient entre eux, tout en se prévalant d'être LE groupe OGM d'Attac. C'est entre autres ce qui m'a appris que donner une adresse, n'était pas quelque chose de neutre, ça donne une existence formelle.³⁷ ». C'est la raison pour laquelle les secrétariats électroniques de groupes thématiques sont systématiquement liées à un comité local, afin d'éviter la réappropriation par quelques-uns d'une thématique. Mais c'est aussi une manière d'impliquer, au niveau local, connectés comme non connectés et d'inscrire ce travail dans un ensemble plus vaste, afin de ne pas atomiser ou segmenter les terrains d'étude de l'association. Sur la thématique des OGM, par exemple, les secrétariats électroniques disponibles sont donc aujourd'hui : ogm.moselle@attac.org et ogm.parisnw@attac.org (rattachés respectivement aux comités de Moselle et Paris nord-ouest).

Il faut souligner que cette dynamique transversale concerne l'ensemble de l'association bien qu'une minorité seulement d'adhérents soit connectée à Internet. Cela tient à l'imbrication étroite, à Attac, des réalités physiques et électroniques : le rôle d'Internet ne s'arrête pas à la sphère des individus connectés. La naissance parallèle des outils électroniques et de l'association « physique » constitue une première piste explicative. La genèse d'un mouvement, sa « préhistoire organisationnelle »³⁸, sont souvent déterminantes pour la constitution postérieure de son identité. J. Kimberly³⁹ s'attache ainsi à montrer à quel point la façon dont une organisation est conçue à ses débuts va influencer son développement futur. Laurent Jesover le souligne clairement : « il n'y a pas eu conflit entre deux structures, l'une physique, l'autre électronique, puisque les deux sont nés en même temps »⁴⁰. Dès le départ, aux différents niveaux de l'association, les acteurs ont appris à travailler avec Internet.

Les individus présents aux réunions, et plus généralement dans la vie « physique » de l'association sont aussi et souvent ceux qui, par ailleurs, utilisent le plus Internet. « Les gens qui interagissent les uns avec les autres par l'intermédiaire de leurs modems se

36 Un secrétariat électronique est une adresse e-mail qui redirige les courriers envoyés vers une ou plusieurs adresses électroniques.

37 Laurent Jesover, entretien du 13 juillet 2000.

38 Je dois l'expression à Anne-Marie DIEU, Valeurs et Associations. Entre changement et continuité, L'Harmattan, Paris, 1999, 319 p., p. 116.

39 J. R. KIMBERLY, « The Study of Organization : Toward a biographical Perspective », in J.W. Lorsh (éd.), Handbook of organizational Behavior, Engleword Cliffs, New York, Prentice Hall, 1987.

40 Laurent Jesover, entretien mené le 14 février.

rencontrent physiquement. (...) Vie réelle et vie sur le réseau s'entremêlent inexorablement », explique très justement Howard Rheingold⁴¹. Il apparaît clairement, au sein d'Attac, qu'une logique cumulative se dessine entre les différentes pratiques possibles : les plus impliqués au sein de l'association (implication mesurée par le temps consacré à la vie de l'association, la distribution de tracts, la participation systématique aux réunions de comité) sont souvent ceux qui sont aussi inscrits à une liste de discussion/diffusion et qui consultent régulièrement le site. Les réponses aux questionnaires sont en cela très parlantes ; même si elles ne disent rien sur les proportions au sein de l'association, elles permettent de dessiner des tendances, tendances confirmées par le recoupement des différentes données. Il ne suffit pas d'être connecté à Internet pour y consacrer du temps. L'abonnement au bi-hebdomadaire électronique *Le Grain de sable* peut être l'un des critères d'investissement des pratiques « internautes ». Or, on constate que cet investissement va souvent de pair avec un engagement militant plus « classique » (participation aux réunions de comité, distribution de tracts etc.).

Investissement des outils électroniques et activités militantes « classiques » : des pratiques cumulatives

La distribution de tracts

	Pourcentages	Effectifs
N'a pas Internet (34) ⁴²	7%	(6)
A Internet et n'est pas abonné au <i>Grain de sable</i> (43)	42%	(26)
A Internet et est abonné au <i>Grain de sable</i> (43)	60,5%	(8)
Ensemble de la population étudiée (96)	52%	(50)

Le tableau se lit comme suit : 47% des individus interrogés qui ne sont pas connectés à Internet distribuent des tracts. 60,5% de ceux qui sont connectés à Internet et abonnés au bi-hebdomaire électronique *Le Grain de sable* distribuent des tracts, etc.

La participation aux réunions de comité (oui, toujours)

	Pourcentages	Effectifs
N'a pas Internet	7%	(16)
A Internet et n'est pas abonné au <i>Grain de sable</i>	52%	(25)
A Internet et est abonné au <i>Grain de sable</i>	58%	(10)
Ensemble de la population étudiée	53%	(51)

⁴¹ Howard RHEINGOLD, Les communautés virtuelles. Autoroutes de l'information : pour le meilleur ou pour le pire ?, Paris : Mutations technologiques, Addison-Wesley, 19995, cité par Fabien GRANJON, Op cité, p. 134.

⁴² Les chiffres entre parenthèses sont les effectifs.

Nombre d'heures consacrées à Attac (10 heures et plus)

	Pourcentages	Effectifs
N'a pas Internet	2,5%	(11)
A Internet et n'est pas abonné au <i>Grain de sable</i>	37%	(25)
A Internet et est abonné au <i>Grain de sable</i>	58%	(7)
Ensemble de la population étudiée	45% ⁴³	(43)

Les individus qui cumulent les différentes pratiques militantes contribuent donc à établir ce lien entre vie électronique et rencontres physiques. Les activités « classiques », telles que les réunions en groupe, ne sont pas coupées de ce qui s'échange par le biais des outils électroniques. Au cours des nombreuses réunions auxquelles j'étais présente, les discussions ont souvent eu comme point de départ des échanges ou textes véhiculés par le site ou les listes. Inversement, le travail fait en comité trouve parfois un prolongement sur le site au sein duquel une rubrique met en ligne des documents produits par les comités ou est parfois publié dans *Le Grain de sable*. Cette imbrication est très nette également dans le fonctionnement des groupes de travail. Ces derniers s'appuient très largement sur Internet, à la fois pour aller chercher les informations mais aussi pour communiquer avec d'autres acteurs de l'association (Conseil scientifique, comités ou autres groupes de travail). En outre, au sein même de ces groupes, on retrouve toujours une mixité entre connectés et non connectés. La répartition des tâches dans le groupe se fait entre autres en fonction de ce critère. Parmi ces individus (qui cumulent les différents types de pratiques), les correspondants électroniques jouent un rôle particulièrement important. Ils sont un, deux ou trois par comité. Au bas de chaque courrier électronique diffusé sur la liste « Attac Local », liste des correspondants électroniques, est écrit :

« Liste de travail des correspondants électroniques locaux.

Votre groupe local vous a désigné pour ce travail de coordination et de circulation de l'information. Vos engagements :

- 1- communiquer les informations utiles de cette liste vers votre groupe local, et impérativement vers les membres de son équipe d'animation.
- 2- communiquer sur cette liste les informations utiles de votre groupe local. »

L'existence de ces correspondants électroniques est cruciale pour le fonctionnement de l'association dans la mesure où Internet peut être exploité sans exclure une trop grande partie de l'association⁴⁴. Ce phénomène est très justement souligné par Laurent

⁴³ Il est clair que ces chiffres ne sont pas représentatifs de l'ensemble des adhérents d'Attac : il est peu vraisemblable que 45% des adhérents de l'association consacrent dix heures et plus par mois à la vie de l'association. Ce sont toujours les individus les plus impliqués, ceux qui se sentent le plus concernés qui acceptent le plus facilement de répondre aux questionnaires. Il n'en reste pas moins que ces réponses, sans être représentatives de l'ensemble de l'association, peuvent dessiner des profils, des tendances par l'exercice du tri croisé entre les différentes questions.

⁴⁴ Ce qui ne veut pas dire, on le verra par la suite, que la question de l'exclusion d'une partie des adhérents n'est pas posée.

Jesover : « Le fait que seuls 15%⁴⁵ de nos adhérents soient connectés n'est pas un problème. Au départ, certains se sentaient bien un peu frustrés, exclus. Nous avons mis très vite en place des relais d'informations pour montrer qu'il y a toujours moyen de participer. Certains impriment les textes du site et les mettent à disposition dans des lieux publics. Aujourd'hui, à Attac, le réel et le virtuel font jeu égal. C'est cet équilibre qui est innovant »⁴⁶.

Les dirigeants, de leur côté, craignent que se dessine une « association à deux vitesses », pour reprendre leurs termes. Cette volonté transparait nettement par la mise en place de la liste « Attac Local » et son fonctionnement par correspondants électroniques. Elle est également manifeste lorsque Laurent Jesover décide de faire le tour d'un certain nombre de comités, durant une dizaine de jours : « Je l'ai fait, explique-t-il⁴⁷, parce que c'était nécessaire. Les gens pouvaient ainsi mettre un visage sur un nom, c'est plus convivial. Je sentais que c'était nécessaire parce que finalement le réseau est tout neuf. Il y a des correspondants électroniques depuis six mois environ, les sites des comités, c'est tout nouveau aussi. Donc, c'est bien de faire une mise au point pour que les gens d'Attac sachent un peu se servir des différents outils qui existent. *Et puis ça fait entrer l'électronique dans le monde physique et vice versa* »⁴⁸.

L'imbrication entre rencontres physiques et vie électronique était une condition nécessaire au pouvoir structurant des outils électroniques sur l'ensemble de l'association.

C) Processus de réappropriations

La multiplication des liens transversaux au sein d'Attac, rendus possibles par les outils électroniques mis en place par Laurent Jesover, va à son tour, peser de tout son poids dans les modes de réappropriation de ces mêmes outils par les utilisateurs. Autrement dit, les outils Internet créés sont caractérisés par certaines potentialités (par exemple, la mise en relation de tous les comités locaux) qui détermineront à leur tour partiellement les stratégies d'acteurs. On comprend dès lors la portée des deux écueils mentionnés en introduction (le piège du sociologisme et le piège du naturalisme) dans la mesure où c'est précisément l'interaction entre contraintes/potentialités d'un outil et stratégies d'acteurs qui fait l'usage.

L'étude de la liste « Attac local » mettra en évidence ces logiques de réappropriation. Son usage actuel s'est dessiné de manière progressive, collective et contradictoire. Initialement, la dynamique transversale reposait sur la première liste de discussion « Attac talk », ouverte à tout le monde. On recevait alors régulièrement des mails du type : « est-ce qu'un groupe local aurait, par hasard, travaillé à l'élaboration d'un document sur telle ou telle question ? ». La liste « Attac-talk » s'est avérée très mal adaptée à ce genre d'utilisation : ces messages étaient vite noyés parmi de nombreux autres de tous ordres. Plus important encore, rien n'assurait qu'un membre, au moins, par groupe local était inscrit sur la liste et en assurait le relais avec son comité. C'est précisément pour remédier à ces difficultés que Laurent Jesover a mis en place la liste « Attac local ». Comme l'indique la mention déjà citée précédemment et qui figure en fin de chaque mail posté sur cette liste, les correspondants électroniques avaient pour mission de coordonner et de faire circuler l'information, les débats et discussions de tous ordres devant rester

45 Ce chiffre est une estimation très approximative puisqu'il n'existe en fait aucun moyen de connaître précisément cette proportion.

46 Laurent Jesover (interview), in Web magazine, novembre 1999.

47 Laurent Jesover, entretien mené le 13 juillet.

48 C'est moi qui souligne.

sur « Attac talk ». Laurent Jesover a ainsi tenté de distinguer une liste de travail (« Attac local ») d'une liste de discussion à proprement parler (« Attac talk »).

Il faut cependant insister sur le fait que la liste « Attac local » ne représentait pas uniquement un nouvel outil de travail mais faisait aussi naître un nouveau sous-groupe au sein d'Attac : les correspondants électroniques, dont le rôle et la fonction ne sont pas compris de manière identique par chacun. Selon la règle énoncée par Laurent Jesover, ces correspondants électroniques ne devraient être « que » des relais d'informations. Mais étant donné qu'il n'existe aucune instance de représentation des comités locaux, chaque groupe local s'organisant comme il l'entend, les correspondants électroniques assurent souvent, de fait, cette fonction de représentation. La liste « Attac local » ne s'oppose donc pas à « Attac talk » seulement par sa fonction, elle ouvre un nouvel espace d'échanges, avec un nouveau type d'acteurs.

Tous ces éléments (émergence de nouveaux acteurs, transversalité, premier outil de contacts entre l'ensemble des comités) participent au processus de réappropriation des outils et permettent donc de comprendre que les individus en présence ne se sont pas contentés de la « fonction travail, efficacité », initialement prévue. Aujourd'hui, la liste « Attac local » n'est plus uniquement une liste d'échanges d'informations relatives à la vie des groupes locaux mais constitue aussi un vecteur important du débat interne. Cependant, l'usage de la liste est encore en constante négociation de la part des différents utilisateurs et de Laurent Jesover, les uns et les autres ayant des conceptions divergentes quant aux règles à mettre en œuvre. Si les règles que le *webmaster* a voulu mettre en place sont constamment rappelées, puisqu'elles figurent au bas de chaque message échangé⁴⁹, elles font l'objet de remises en cause régulières et explicites. Pendant un certain temps, ces utilisations de la liste à des fins de débats étaient qualifiées de « dérives » par rapport à l'objectif initial. Certains longs débats étaient ainsi suivis de rappels à l'ordre de la part de Laurent Jesover et/ou de plaintes de la part de certains utilisateurs de voir leur messagerie inondée de mails. Aujourd'hui, l'échange ne se pense plus seulement en termes de règles transgressées : une controverse s'est finalement dessinée sur ce que devait être le contenu même de ces règles.

49 Se reporter à la page 27.

De: Laurent JESOVER <jesover@attac.org>
À: ATTAC LISTE LOCAL <local@attac.org>
Objet: [ATTAC LOCAL] UTILISATION - Attention!
Date : lundi 6 mars 2000 13:16

Bonjour,

Dans le cadre de toute une partie du développement d'ATTAC nous utilisons tous des moyens électroniques dont local est une des pièces maîtresses à différents niveaux dont celui qui personnellement m'intéresse le plus: la mutualisation de l'accès et la coordination. (...) Pour un bon fonctionnement de local je conseille:

1- modérer vos interventions. (il existe une liste de discussion⁵⁰ et les infos ayant trait à des thèmes de discussion sont les bienvenues sur cette liste de discussion (...))

3- Tenter d'informer. Les mails doivent faire l'objet d'un peu de rédaction et doivent rester courts (préférer d'envoyer vos mails en texte et non en html - voir les options de vos logiciels, afin de les rendre le plus léger possible) et surtout un effort de visibilité dans le sujet.

Cette liste est avant tout une liste de travail et non de discussion.⁵¹ Elle doit permettre éventuellement des contacts personnels pour discuter ou des rendez-vous sur la liste de discussion ou... Elle doit permettre l'information de tous dans les meilleures conditions possibles en permettant surtout l'information de ceux d'entre nous qui n'avons pas tout le confort de connexion souhaitable.

(...)

*Amicalement,
Laurent.*

(...)

Après un certain nombre de messages de ce type, un désaccord de fond quant à la finalité d' « Attac local » s'est finalement exprimé. L'extrait qui suit illustre assez bien les termes du débat. Il appelle quelques éclaircissements quant à sa structure pour ceux qui ne seraient pas très familiers du mail. Il y a trois interlocuteurs : Laurent Jesover a écrit un premier message sur ce qu'il pense être le bon fonctionnement de la liste « Attac Local ». HLC lui a répondu mais au sein même de son mail, c'est à dire qu'il a repris des morceaux de son courrier et a répondu au fur et à mesure. On identifie alors l'interlocuteur par les signes en marge à gauche : lorsqu'il y en a deux, c'est un extrait du mail de Laurent Jesover, lorsqu'il y en a un seul, c'est HLC qui répond. La première partie du courrier est un troisième interlocuteur qui exprime son accord avec la réaction de HLC.

50 C'est moi qui souligne.

51 C'est moi qui souligne.

De: GM

À: <local@attac.org>

Objet: [ATTAC LOCAL] Re: ATTENTION bis -> pas d'accord, moi non plus

Date : mercredi 5 juillet 2000 19:19

J'approuve sans réserve tes réserves ! Un espace intermédiaire entre la foire "talk" et le carcan "local" est plus que nécessaire. G.M. (Attac paris 11, c'est l'origine pas un mandat)

At 17:33 05/07/00, you wrote (HLC):

Bonjour,

ATTENTION : si les choses sont trop fixées, rien n'avance, c'est une règle de toute vie en commun, et ça s'applique aux messageries pareil. Je ne suis pas d'accord avec Laurent et sa conception de la liste LOCAL. Je ne dis rien depuis longtemps, mais là ça me semble important.

local@attac.org est une liste de contact entre groupes locaux.

Je vous rappelle :

- 1- il ne s'agit pas d'une liste de discussion
- 2- il ne s'agit pas d'une liste d'annonces personnelles

Il y a un vrai problème dans cette conception. Soit nous avons une liste de discussion ouverte, bruyante, avec des engueulades et pas le temps de lire (suivez mon regard). Je suis responsable d'un GL et je n'ai pas le temps de suivre tous les talks du monde. Soit nous avons une liste insipide dans laquelle on peut apprendre que tel autre GL⁵² fait ci ou ça, mais pas de débat, pas de réflexion. Cette alternative n'est pas productive. On pourrait aussi penser que les correspondants électroniques sont des animateurs de GL, et qu'à ce titre ils ont en général des choses précises à dire (c'est leur GL qui les a désigné, souvent ils sont aussi membre du CA de leur GL,...). La liste LOCAL devient alors un moyen de refléter les discussions qui ont lieu dans l'ensemble de l'association au travers des prises de parole de ceux qui sont des animateurs de GL. Rappelons que ATTAC n'est pas une fédération de GL. Donc l'idée d'une représentation "neutre et sans débat" du travail des GL n'est pas adaptée à cette situation. (...) En résumé : oui, LOCAL est une liste où les animateurs du mouvement peuvent parler "librement", parce qu'ils sont entre personnes qui se remuent pour le mouvement. LOCAL a un nombre restreint de lecteur/auteurs, et c'est déjà une première garantie contre la tchatte stérile. (...)

Une liste de discussion existe pour ATTAC. De plus le travail original que nous avons entrepris ensemble depuis quelques mois avec cette liste doit vous donner l'occasion de recevoir des informations sur les autres GL et non des considérations personnelles, opinions personnelles ou annonces ayant trait à d'autres occupations personnelles. Il s'agit de coordination et de mutualisation au sein d'ATTAC France.

Je parle toujours de ma bouche. Je n'ai jamais laissé quelqu'un utiliser ma langue à ma place. Il paraît que ça la rend dure, aussi dure que... du bois. Les "opinions personnelles" des animateurs de GL m'intéressent plus que celles du premier quidam venu, parce que je sais que celui ou celle qui dit quelque chose est aussi celui ou celle qui rame pour faire ATTAC là où il (elle) vit. Pour prendre ma part du boulot, je sais que ça représente pas mal d'énergie. J'ai envie d'entendre ceux qui ont cette énergie pour développer la lutte anti-mondialisation. Alors, qu'ils parlent de leur bouche. Pour les comptes-rendus "officiels", on a les sites des GL. Quand de surcroît ils nous donnent des textes votés dans leur AG ou leur CA, c'est encore mieux. Mais je suis certain qu'en général ils sont d'accord avec leur groupe... et sinon, j'aime mieux qu'ils (elles) le disent. On peut ne pas être d'accord avec tout et rouler quand même avec les autres, sinon on recommence comme des les années 70... Merci, j'ai déjà donné.

Liste de travail des correspondants électroniques locaux.

Votre groupe local vous a désigné pour ce travail de coordination et de circulation de l'information.

⁵² GL signifie « groupe local ».

Vos engagements :

- 1- communiquer les informations utiles de cette liste vers votre groupe local, et impérativement vers les membres de son équipe d'animation.
- 2- communiquer sur cette liste les informations utiles de votre groupe local.

C'est vrai que c'est lassant ce rappel à l'ordre. Pour ma part, je ne communique pas d'infos du GL, car elles ne m'apparaissent jamais "utiles" aux autres. Que vous importe que l'on fasse un tract, ou ceci ou cela. Au contraire, c'est en écoutant le vent des débats, en suivant le Grain de sable que l'on prend des idées et que l'on copie, que l'on repique, que l'on diffuse. Bref, j'ai envie d'entendre les animateurs d'ATTAC parler. Le silence est la pire des choses qui pourrait nous arriver. Vous aviez compris que ce message est personnel, écrit avec mes petits doigts qui n'aiment pas se mettre sur la couture du pantalon. Mais s'il le faut je demanderais un quitus à mon GL. On a un CA la semaine prochaine. Et je le renverrai donc en version officielle :-)

HLC

Cet échange souligne bien la complexité de l'émergence d'un « usage collectif », qu'Internet rend d'autant plus problématique que le *webmaster* n'a pas de pouvoir de contrainte : il met des outils électroniques à disposition des adhérents et, à leur tour ce sont ces derniers qui donnent vie aux outils par l'utilisation même qu'ils en font. Dans le cas particulier de ce débat autour des règles qui devraient gouverner le fonctionnement d'« Attac local », des ordres divergents de justification sont convoqués. Pour certains, l'efficacité devrait être le principe fondateur de ces règles, pour d'autres le principe démocratique devrait passer au premier plan, même s'il entre en contradiction avec l'exigence d'efficacité.

Le débat qui lie ces deux termes – participation et efficacité – est, en réalité, traversé de multiples tensions. Le premier est lié à la taille de l'organisation puisque, comme le souligne justement Robert Dahl, une unité de petite taille favorise un degré élevé de participation mais n'est pas forcément un atout pour l'efficacité. Alors, quand l'unité en question croît, l'efficacité est favorisée mais la délégation devient aussi nécessaire et dessert en même temps la participation : « The smaller a democratic unit, the greater its potential for citizen participation and the less the need for citizens to delegate government decisions to representatives. The larger the unit, the greater its capacity for dealing with problems important to its citizens and the greater the need for citizens to delegate decisions to representatives ⁵³ ». On comprend aussi, de fait, l'intérêt que peuvent avoir les dirigeants à favoriser une participation au niveau local.

L'utilisation massive d'Internet pourrait partiellement modifier les données du problème dans la mesure où la forte densité des réseaux de communication internes constituent normalement un atout majeur pour l'efficacité du mouvement. Patrice Mann⁵⁴ met très clairement en valeur cette « loi » de l'organisation de l'action collective en revenant sur les travaux de Maurice Agulhon⁵⁵ relatifs à la résistance républicaine au coup d'Etat de décembre 1851. Il explique ainsi clairement que les causes de l'échec de l'insurrection ne sont pas à mettre sur le compte d'un manque de combativité mais bien plutôt d'une carence de coordination interne : les foyers de résistance sont entrés à des rythmes très différents dans la lutte. Mais, passant du mouvement républicain au mouvement ouvrier, Patrice Mann souligne un paradoxe de l'action

53 Robert A. DAHL, *On Democracy*, Yale University Press, 1998, p.110. Ce dilemme entre efficacité et participation est approfondi à propos du référendum de Maastricht dans Robert DAHL, « A Democratic Dilemma : System Effectiveness versus Citizen Participation », in *Political Science Quarterly*, vol. 109, n°1, 1994, pp. 23-34.

54 Patrice MANN, *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris : Armand Colin, 1991, 155 p., p. 48 et s.

55 Maurice AGULHON, *1848 ou l'apprentissage de la République*, Paris : Seuil, 1973.

collective : « Mais si la taille du groupe peut être retenue comme condition d'efficacité de l'action collective, il faut expliquer cet apparent paradoxe : avant d'entreprendre une action, les membres du groupe doivent préalablement en débattre ; or si l'on admet qu'un certain degré de consensus est nécessaire à toute entreprise collective, on en arrive à la conclusion suivante : la taille du groupe qui semble jouer en faveur de l'efficacité de l'action apparaît aussi comme le principal obstacle à la définition du consensus du fait du nombre d'individus dont il faut gagner le soutien »⁵⁶.

L'utilisation massive d'Internet ne change alors pas véritablement les données du problème mais a plutôt tendance à les rendre plus aiguës encore. Car certes, la densité des réseaux internes de communication peut renforcer la coordination mais elle peut ralentir en même temps l'émergence du consensus. Cette difficulté est doublement renforcée dans le cas d'Attac dans la mesure où les adhérents manifestent un désir de débat et une exigence de démocratie particulièrement forts. La crainte d'une structure qui deviendrait paralysée par le débat est omniprésente chez les dirigeants : « On ne veut pas, explique Pierre Tartakowsky, d'une structure fédérative qui multiplierait les structures intermédiaires, qui seraient autant de pouvoirs, de contre-pouvoirs intermédiaires, qui seraient en fait des structures parasites, qui vraisemblablement produiraient plus de débat que d'efficacité, débat dans le mauvais sens du terme, en l'occurrence (...) Je suis plutôt pour qu'il y ait une autorité. Un principe d'autorité, entendons nous bien. Pas quelqu'un d'autoritaire. Je suis pour qu'un problème soit discuté et qu'à un moment donné, quelqu'un prenne la décision »⁵⁷. Le secrétaire général d'Attac est alors cohérent dans son souci d'efficacité lorsqu'il explicite sa manière d'envisager le rôle d'Internet dans l'association : « Personnellement en tant que secrétaire général d'Attac, j'aurais tendance à prioriser l'investissement sur des listes thématiques et sur des listes d'organisation, qui sont les fameuses listes des sous-réseaux, qui permettent aux adhérents d'échanger entre eux mais autour de l'action, avec des perspectives d'action, ou de veille ». Cette conception ne fait pourtant pas l'unanimité et Pierre Tartakowsky a conscience de cette tension liée pour partie à une forte exigence des militants. Il qualifie ainsi les comités locaux d'« expression militante et d'une recherche de nouvelles stratégies politiques, nouvelles stratégies démocratiques, essentiellement non délégataires ». Et il formule plus tard la tension telle qu'il la ressent : « c'est la tension classique entre l'appareil central à tendance verticalisante et puis des demandes d'une population, plus horizontales, population qui a tendance à considérer que la démocratie commence et se développe autour de chaque acteur ».

A cet égard, un mail posté sur la liste « Attac local » m'a paru tout à fait intéressant en ce qu'il énonce une fonction de la liste qui pourrait être amenée à se développer, à savoir devenir le vecteur des expressions contradictoires de l'association, expression éventuelle de courants et qui servirait à terme de canal d'expression pour les futurs dirigeants⁵⁸.

⁵⁶ Patrice MANN, Op. cité, p. 50.

⁵⁷ Pierre Tartakowsky, entretien mené le 30 mai 2000.

⁵⁸ Attac est pour le moment trop jeune pour que je puisse repérer de tels phénomènes.

« La question que je me pose⁵⁹, c'est celle de l'avenir de ATTAC. Des débats, des tendances, des oppositions, des rapprochements, des engueulades, nous en aurons. Nous ne pourrons pas vivre éternellement sur le mode de l'auto-congratulation. Plus on s'y prépare aujourd'hui, plus nous serons forts demain (je ne veux pas que l'on éclate dès qu'il y aura trois mots échangés sur lesquels on ne sera pas d'accord !). Les moyens électroniques permettent de suivre l'évolution du groupe. Il y a maintenant des gens que je cerne un peu mieux, avec lesquels je partage des points de vue, d'autre avec lesquels je n'en partage pas... Cela sera utile quand viendra l'heure de prendre des décisions collectives. Pour moi, LOCAL est le moyen de faire émerger, à partir de représentants autorisés des GL, les futurs leaders de ATTAC, qu'ils dirigent toute l'asso ou une tendance...⁶⁰

Il y a fort à parier que les dirigeants feront tout ce qui est en leur pouvoir pour freiner absolument une telle évolution. L'assise très plurielle du mouvement, illustrée par les membres fondateurs, rend l'association fragile du point de vue de sa cohésion politique. C'est très probablement une des raisons de leur méfiance à l'égard des outils électroniques. Pierre Tartakowsky ne partage donc probablement pas l'avis de cet intervenant.

Les modes de réappropriation des outils électroniques d'Attac trouvent leur fondement, partiellement tout du moins, dans un rapport plus général au politique. Le recouplement entre le contenu des messages échangés et l'utilisation même faite des listes, indique que les individus les plus contestataires, les plus méfiants à l'égard du principe de délégation sont aussi ceux qui se réfèrent prioritairement au principe démocratique, s'il faut l'opposer à celui d'efficacité. Le refus de la délégation, ou refus de la représentation, est une caractéristique forte de nombreux adhérents d'Attac. La crise de la représentation participe des transformations de fond du rapport du citoyen à la politique. L'étude du « renouveau du militantisme » constitue, depuis quelques années déjà, une branche particulièrement dynamique de la sociologie politique. Elle met en valeur les profondes mutations des formes de l'engagement politique, comme l'illustrent une série d'enquêtes et d'études des années soixante-dix et quatre-vingt⁶¹. Ainsi, la moindre disposition des générations nouvelles aux pratiques de délégation est à compter parmi les « valeurs post-matérialistes »⁶², mises en avant. Cette moindre disposition à la délégation touche de plein fouet les militants d'Attac, tout du moins ceux qui s'expriment. Ces tendances apparaissent souvent en filigrane derrière des propos échangés par mail. Le long extrait de mails cité précédemment⁶³ comportait ainsi certaines expressions significatives telles que : « Attac paris 11, c'est l'origine pas un mandat » ou encore, « Je parle de ma bouche. Je n'ai jamais laissé quelqu'un utiliser ma langue à ma place ».

Cette défiance à l'égard de la délégation peut se manifester par une valorisation de la démocratie directe. Comme le souligne Anne-Marie Gingras, « La valorisation de la démocratie directe peut être comprise comme une réponse au désenchantement face aux institutions politiques et à la méfiance envers la classe politique qui se manifestent depuis les années 1960. (...) Il semble que la remise à l'honneur des formes de démocratie directe correspondrait au besoin de voir le citoyen ou la citoyenne reprendre directement le contrôle du pouvoir qui lui est théoriquement assigné

59 Mail diffusé le 5 juillet 2000, par HLC, sur la liste « Attac Local ».

60 C'est moi qui souligne.

61 A titre d'exemple : Ronald INGLEHART, *The Silent Revolution* ; Samuel BARNES et Max KAASE, *Political Action* ; Russell DALTON, *Citizen Politics in Western Democracies* ; Russell DALTON et Manfred KUECHLER, *Challenging the Political Order*.

62 Ronald INGLEHART, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Democracies*, Princeton University Press, Princeton, 1977.

63 Voir page 32 et s.

dans la démocratie »⁶⁴. Cette attitude se manifeste chez les militants d'Attac par la mise en valeur d'une série de couples d'opposition, tels que : le réseau contre la hiérarchie ou la bureaucratie, la décentralisation contre l'autorité, la souplesse contre l'excès de règles. Mais ces couples d'opposition entrent parfois en contradiction entre eux. L'absence de formalisation excessive est ainsi appréciée par les adhérents en ce qu'elle permet une grande marge d'autonomie pour les comités. Parallèlement cependant, ils déplorent que ces mêmes comités ne figurent pas dans les statuts de l'association ce qui susciterait très probablement un accroissement de règles quant à la définition même de ce que doit être un comité.

Il s'agit alors d'inventer de nouvelles règles de prise de décision. Le fonctionnement des comités ou des coordinations de comités illustre bien souvent les préférences organisationnelles des adhérents, comme l'atteste ce témoignage d'un militant d'Attac⁶⁵, à la suite d'une réunion de coordination des comités d'Ile-de-france : « Le secrétaire national d'Attac a voulu y jouer les rôles cumulés de rapporteur, d'intervenant, de répondeur, et il s'en est fallu de peu qu'il n'ait été aussi président de séance. (...) On avait d'un côté la volonté d'organiser une structure permanente hiérarchisée, de l'autre une émanation d'en bas. (...) La coordination de l'Ile-de-france a décidé que les délégués à cette instance seraient tournants et non permanents, que la présidence et la co-présidence seraient désignées d'une séance pour l'autre avec charge de préparer l'ordre du jour suivant sur la base de suggestions des différents comités parvenues par le canal du courrier électronique ». La prise de décision devra donc compter avec ces conceptions démocratiques, souvent différentes de celles des dirigeants.

Les processus de réappropriation analysés ne peuvent être compris indépendamment du profil des militants : leur exigence en matière de démocratie, leur méfiance à l'égard de la délégation sont ainsi souvent cohérentes avec les utilisations des divers outils électroniques. C'est seulement au terme d'un processus de réappropriation des outils électroniques par certains utilisateurs, qu'Internet sert aujourd'hui de vecteur de débat à Attac. Quelles sont les caractéristiques de l'échange qui se dessine ainsi ? Comment ce dernier s'articule avec les sphères physiques de l'association ?

64 Anne-Marie GINGRAS, « La démocratie et les nouvelles technologies de l'information et de la communication : illusions de la démocratie directe et exigences de l'action collective », in *Politique et Sociétés*, vol. 18, n°2, 1999, p. 43.

65 Pierre SAUVE, « Attac vue d'en bas », in *Carré rouge*, n° 13, février 2000, pp. 15-19.

II/ Internet au service du débat ?

La discussion est inhérente à la démocratie dans la mesure où elle permet à la décision d'être le fruit du consentement. Cependant, une association se définit par un combat qu'elle mène ce qui implique un minimum d'unité intérieure pour que l'association puisse parvenir à ses fins. Cette tension inhérente à la démocratie interne à une organisation politique est très bien mise en valeur par Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun⁶⁶ : « A l'intérieur, le parti présente tous les traits de la communauté unifiée qui exige des siens la soumission, tandis qu'à l'extérieur il retrouve des formes d'action conformes au système pluraliste dans lequel il évolue. Dès lors la question de la démocratie dans les partis revêt un autre sens. L'organisation peut fonctionner à l'intérieur sur le modèle unitaire, elle contribue dans le même temps à l'expression externe du pluralisme ». Cette conception, même si elle a le mérite d'être claire et d'opérer une importante distinction – entre démocratie au sein du parti et démocratie « dans le tout » - me semble être trop schématique, tout du moins est-elle faiblement opérationnelle dans le cas d'Attac. Dans la mesure où les adhérents recherchent aussi, par leur engagement, la pratique du débat, cette dernière devient alors aussi condition de l'unité intérieure. En effet, les motivations de leur engagement se limitent rarement au seul combat poursuivi explicitement par l'association. Il s'agit aussi bien souvent de vouloir « faire de la politique », s'exprimer, partager, échanger et l'exigence de démocratie interne s'en ressent assez fortement. Les réponses à la question : « Quelles sont les raisons qui vous ont poussé(e) à adhérer à Attac ? » sont à cet égard très parlantes. Le terme « démocratie » est ainsi l'un des plus récurrents. Citons donc quelques réponses significatives de ce besoin de « faire de la politique autrement » : « - mouvement contre la mondialisation ultralibérale, - exigence de démocratie, - absence de dogme »; « Désir d'être informé, de comprendre les informations. Envie de participer à une action politique. Envie de ne pas laisser La Politique à des professionnels » ; « Volonté de participer à une activité « politique ». Volonté de redonner sens et force au politique / la démocratie » ; « ATTAC a créé un espace de démocratie qui permet à chacun de s'exprimer, de débattre en ce qui concerne la politique au sens grec du terme » ; « La volonté d'exercer ma responsabilité citoyenne. Le pluralisme d'Attac qui ne nous enferme pas dans le dogmatisme habituel ». Même s'il est vrai que le déroulement du débat peut donner lieu à de vives tensions internes, l'existence du débat est, en amont, une règle qui fonde l'accord de base. Dans quelle mesure, l'utilisation d'Internet transforme-t-elle les règles du débat ?

A) Des règles de communication propices au débat ?

Un mode de communication influence le déroulement et le contenu même d'un échange. Parler en face à face n'est pas équivalent, par exemple, à la communication écrite. E. Goffman a ainsi clairement montré toute l'importance des signes non verbaux (les silences, la gestuelle, les troubles) pour les rapports de face à face⁶⁷. Les caractéristiques de l'échange par mail (écrits et espacés dans le temps) pourraient être à l'origine d'une rationalisation des propos, c'est-à-dire d'un appel accru à l'argumentation informée, à la réflexion. La communication médiatisée par ordinateur ne peut être pour autant assimilée à l'échange par courrier postal. D'où

66 Jean-Marie DONEGANI et Marc SADOUN, La démocratie imparfaite. Essai sur le parti politique, Paris : Gallimard, 1994, 268 p., p. 25.

67 Erving GOFFMAN, Behavior in public places, Free Press, 1963. Ou encore, l'introduction à La présentation de soi dans la vie quotidienne, Paris : Minuit, 1973.

l'expression évocatrice de « quasi oralité de l'écriture »⁶⁸, qui désigne l'échange par courrier électronique : « l'écriture que je qualifie de quasi orale est une écriture qui cherche à retrouver cette capacité de lien de la parole »⁶⁹. Il n'est en effet pas anodin que les intervenants cherchent souvent à recréer ces signes extérieurs à la parole proprement dite : le rire ou le sourire (codifié sous le signe : (:), ou encore l'énervement (marqué souvent par les majuscules). Le style adopté se rapproche, lui aussi, de l'oralité comme cela a pu être perçu par les extraits de mails cités précédemment. En outre, les intervenants cherchent souvent à recréer l'immédiateté du dialogue en « répondant dans le texte », tel un des mails cités plus haut où l'intervenant se distingue par les signes en marge à gauche, du type (>). L'observation m'a conduite à distinguer deux types d'échanges : des discussions d'ordre technique ou scientifique⁷⁰ d'une part mais aussi des débats qui porteraient davantage sur la vie interne de l'association. Incontestablement, la communication médiatisée par la liste de discussion ouvre de réelles perspectives au premier type d'échanges. En me concentrant sur un échange à propos de la redistribution des fruits de la Taxe Tobin, il apparaissait que les intervenants prenaient le temps de se documenter. C'est précisément pour cette raison que certaines discussions peuvent parfois se retrouver à la page « documents » du site de l'association. L'autre intérêt majeur d'une liste de discussion pour ce premier type d'échanges, c'est l'idée de la communauté en ligne, fondée non sur une localisation commune mais sur un intérêt commun, une affinité commune.

Une étude approfondie des échanges relatifs à la vie interne de l'association me permet de conclure que l'utilisation d'Internet n'est pas synonyme d'un appel accru à la raison. La virulence est fréquente, comme le soulignent bon nombre des individus touchés par le questionnaire. A la question, « Quels sont, pour vous, les inconvénients qu'il y a à utiliser Internet au sein d'Attac », on répond par exemple : « *Actions de provocation. Non respect de la netiquette. La facilité à pouvoir répondre très vite, à chaud, dénature les échanges et provoque des blocages* », ou encore : « *Il y a aussi beaucoup de manque de respect de l'autre dans les échanges . L'expression d'un avis différent peut se faire sans mépris et sans insulte* ». Mon hypothèse consiste en la mise en valeur d'une tension contradictoire de ce mode de communication : à la fois les laps de temps qui séparent les termes de l'échange pourraient favoriser un échange dominé davantage par la raison que par les passions ou la virulence mais un deuxième mouvement contrecarre ce premier : l'anonymat et la médiation du clavier et de l'écran peuvent aussi susciter une parole désinhibée, le regard de l'autre perdant de sa fonction régulatrice. Dans cette mesure, un débat uniquement médiatisé par une liste ne constitue pas nécessairement un mode privilégié d'émergence du consensus.

Ci-dessous, deux séries de courriers qui illustrent l'opposition entre échanges relatifs à la vie interne et échanges d'ordre technique. Le deuxième bloc est un extrait de mail faisant partie d'un échange sur la nouvelle économie : seules les premières lignes ont été retenues, elles donnent une bonne illustration de la teneur de l'échange.

68 Philippe HERT, « Quasi-oralité de l'écriture électronique et sentiment de communauté dans les débats scientifiques en ligne », in Réseaux, n°97, 1999, pp. 213-225.

69 Philippe HERT, Op. cité, p. 219.

70 Voir, à ce sujet, Patrice FLICHY, « Internet ou la communauté scientifique idéale », in Réseaux, n°97, 1999, pp. 77-120.

De: H.A.
À: Attac Siège <attac@attac.org>
Cc: <local@attac.org>
Objet: [ATTAC LOCAL] Re: ODJ du CA du 29/04/00
Date : mardi 25 avril 2000 18:58

Un ordre du jour de CA sur la liste 4 jours avant, j'ai lu deux fois, mais non je ne rêve pas!! Continuons dans le même sens et un jour on deviendra peut-être un mouvement réellement démocratique ??

De: AB.
À: Frédéric Pichon <frpichon@club-Internet.fr>
Cc: <local@attac.org>
Objet: [ATTAC LOCAL] Re: Attac et le politique
Date : samedi 1 avril 2000 02:57

Tu te demandes pourquoi personne n'a commenté ce texte ridicule, et bien sans doute parce que nous n'avons rien à dire en règle générale ! (et puis aussi parce qu'on finit par se lasser de recevoir des mails du type : "vous n'êtes pas sur une liste de discussion, ceci est une liste de travail de Brazil.org, vous êtes correspondant électronique, votre mission est de...)

De: P.B.
À: Laurent JESOVER <jesover@attac.org>
Cc: ATTAC LISTE LOCAL <local@attac.org>
Objet: [ATTAC LOCAL] Re: Pensons horizontal
Date : lundi 10 avril 2000 20:22

Bla bla bla... bla bla bla... Et ils nous disent après qu'ils n'ont pas le temps !!! En attendant, ici, on va annuler la soirée du 28 avril, ayant appris que l'intervenant demandé depuis plus d'un mois... ne viendra pas. Pour une fois qu'on sollicite... Reste plus qu'à payer et jeter les affiches et les tracts préparés. Et à ne rien attendre de là-haut : bis repetita.

De: A.
À: <attac-talk@attac.org>
Objet: [FORUM ATTAC] Re: Sur la nouvelle économie
Date : lundi 19 juin 2000 11:21

*Bonjour,
Quelques remarques sur tout ce que j'ai pu lire sur ce sujet de la part de différents intervenants. La science économique est peut-être farfelue, mais il existe des relations entre certains agrégats économiques qu'on ne peut nier, sans pour autant qu'on puisse les expliquer "scientifiquement".*

Il y a deux éléments qui me chifionne depuis que ce débat s'est installé : la monnaie et la productivité.

Pour la monnaie, j'ai enfin lu le petit mot qui manquait depuis le début et que M.L. a prononcé : la vitesse de circulation de la monnaie, communément appelé la rotation de la monnaie. Si on comprend par monnaie la masse monétaire, c'est-à-dire toutes les formes pécuniaires permettant un échange, il est indubitable que la fréquence d'emploi de cette masse n'a fait que croître. Si l'augmentation de cette fréquence d'utilisation va de pair avec une quasi stagnation de l'argent chartal (billets de banques et pièces de monnaie), cela signifie que d'autres formes d'argent ont pris le relais. D'aucuns affirment d'emblée que ce sont les banques par l'octroi de crédits qui en sont à l'origine. (...)

B) Compétence et accès à l'information

En amont de l'échange, d'autres éléments doivent être pris en compte pour l'analyse du fonctionnement d'un débat. Internet modifie aussi l'accès à l'information, condition inhérente à la démocratie. Grâce au site, en effet, l'ensemble des informations est désormais accessible, 24h/24. Les listes de diffusion font circuler une quantité d'informations qu'aucun autre moyen de communication, à coût égal, ne pourrait rendre accessible. En outre, et il est question alors d'une autre dimension du problème, les listes de discussion font apparaître les prises de position contradictoires même aux yeux de ceux qui ne participent pas directement au débat. Cette dimension est soulignée par la population interrogée, comme l'illustre cette réponse : « *On a accès à un éventail plus large d'infos, ce qui permet de recouper et de se faire son opinion* ».

Cependant, il pourrait être un peu naïf de mettre en avant cette publicité accrue de l'information sans prendre en compte le temps et la compétence nécessaires pour y accéder. L'utilisation d'Internet comme moyen d'accès à la connaissance est une réalité très controversée et je partage en cela l'analyse de Dominique Wolton⁷¹ lorsqu'il écrit : « pour qu'Internet, système automatisé, soit une source de savoir, il faut l'intermédiaire humain. (...) Plus il y aura de systèmes d'information et de communication (...) plus le rôle des professeurs, ou du maître d'école, sera fondamental ».

C'est seulement dans la mesure où la vie électronique d'Attac s'articule, de manière étroite, avec les rencontres physiques et où la visée éducative du mouvement y occupe une place centrale, qu'Internet peut devenir un moyen d'accès à la connaissance : l'information véhiculée peut alors être vulgarisée, digérée à la fois au cours des discussions électroniques mais aussi et surtout au cours des rencontres physiques.

Cette articulation entre lieux physiques et lieux électroniques du débat mérite, une fois encore, une attention particulière. Si l'on considère un débat particulier qui traverse l'ensemble de l'association, on peut observer un effet cumulatif de l'avancement du débat entre sphères physiques et électroniques. Prenons l'exemple du débat concernant les relations qu'entretient Attac avec les partis politiques⁷² : le sujet animait et anime encore bon nombre de comités locaux, mais aussi et régulièrement le Conseil d'administration et c'est en outre un thème récurrent sur les listes « Attac talk » et « Attac local ». On trouve également sur le site des documents, relatifs à la question, produits soit par des comités, soit par le Conseil d'administration. Dans chacun de ces lieux, le débat prend des tonalités, consistances et règles différentes. Dans la mesure où la progression du débat, à ces différents niveaux, ne se produit pas de manière parallèle mais plutôt interreliée, pour les raisons déjà évoquées à propos de l'imbrication étroite entre rencontres physiques et vie électronique, on peut considérer alors l'utilisation d'Internet comme une contribution riche au débat interne à l'association.

Il y a en outre des conséquences plus subtiles de cette imbrication, au niveau local, des réalités électroniques et physiques. Laurent Jesover observe ainsi un effet de « *feedback* » (pour reprendre ses propres termes) intéressant, lié à l'utilisation importante

71 Dominique WOLTON (dans un débat avec Philippe Quéau), « L'Internet, nouvelle clé de la connaissance ? », Cahiers français, n°295, mars-avril 2000 (extraits choisis par la rédaction. La version intégrale du débat est publiée sous le titre « Pour ou contre Internet », in L'Express multimédia, 21 octobre 1999).

72 On reviendra ultérieurement et plus précisément sur le contenu même de ce débat.

d'Internet. Cet effet de *feedback* touche le niveau d'exigence des individus non connectés en matière d'informations. Laurent Jesover le dit très clairement : « Je pense qu'il y a aussi une espèce de *feedback* assez curieux. Je pense que les non connectés, quand ils ont vu la qualité et le nombre d'informations présentes au niveau électronique, ont été d'autant plus exigeants sur la qualité, le nombre d'informations qu'ils avaient eues de la part de l'association physique. Très rapidement, les non connectés ont poussé réellement pour avoir l'information et la qualité qui préexistaient au niveau électronique. ⁷³»

Si l'on se concentre cependant sur les débats médiatisés par Internet uniquement, on peut analyser une tendance alors dommageable à la qualité du débat : celle de la fragmentation, due principalement à la surabondance d'informations.

C) Espaces publics fragmentés

Les reproches adressés aux listes reviennent de manière récurrente : surabondance de l'information laquelle génère un type de lecture superficiel (« on ne peut pas tout lire ») lié lui-même à l'absence de hiérarchie entre les différents niveaux d'informations. Les débats ou informations essentiels sont trop souvent noyés dans un flot de messages. Ce point a été souligné fréquemment dans les réponses au questionnaire : « *Pour moi, les quantités d'informations auxquelles on a accès ne trouvent leur justification que dans la capacité à la digérer et la transformer en action* », « *Sentiment d'être parfois submergé par des tonnes d'informations* », « *Parmi la grande masse d'infos, il est souvent difficile de tout lire ou de consulter simplement sans dispersion* », ou encore : « *le plus impressionnant et difficile à maîtriser est : la quantité de messages et d'infos reçus au quotidien, le temps pour les recevoir, les lire, les trier, les faire ou non suivre, la disponibilité nécessaire pour les exploiter dans les réunions* ».

La tendance à la fragmentation est alors présentée comme le remède à ces « dérives » : afin de ne pas voir sa messagerie électronique inondée de courriers, il est proposé régulièrement d'éclater une liste en plusieurs autres, en fonction des thèmes abordés ou, au moins, de faire apparaître visiblement l'objet du message dans le titre du courrier. Ainsi, au premier semestre de l'année 2000, la liste de discussion générale « Attac-talk » a abrité un débat très riche mais aussi très technique sur les moyens de récolte et de répartition de la taxe Tobin. Certains, manifestement, n'arrivaient pas à suivre, d'autres n'y étaient pas particulièrement intéressés et « Attac talk » se résumait alors soit à l'échange entre un nombre très limité de participants sur ce sujet pointu ou bien à la dispersion complète des propos. Quelques-uns se sont alors mis à imaginer un moyen de structurer les débats en faisant des sous-listes en fonction des sujets débattus.

Conséquence d'une telle fragmentation : les débats, lorsqu'ils sont trop segmentés, deviennent vite très techniques et la parole est alors monopolisée par quelques-uns. On comprend qu'une telle évolution accroisse la discrimination par un sentiment de compétence politique inégalement partagé. Lors d'un échange par mail avec Laurent Jesover, je lui faisais remarquer que la liste « Attac Talk » était particulièrement calme (messages peu nombreux), il me répondait⁷⁴ alors : « Oui attac-talk m'a l'air calme. Pourquoi ? Je n'ai pas de réponse toute faite. Je dirais parce que les conversations tournent autour de points techniques et que les gens se

⁷³ Laurent Jesover, entretien du 14 février 2000.

⁷⁴ Message en date du 16 février 2000.

demandent s'ils ont le droit d'intervenir bref ils se sentent pas le niveau. Mais cela va s'arranger dès que quelqu'un commencera à faire partir une nouvelle discussion. »

Comme le soulignent K. A. Hill et J. E. Hughes⁷⁵ à propos de l'utilisation politique d'Internet : la trop grande spécialisation des groupes de discussion entraîne une lacune en termes de confrontation des idées. Internet pourrait par ailleurs exclure toute une partie de militants qui n'ont pas le sentiment de compétence politique aussi élevé. On voit donc que ce qui a été analysé un peu plus haut, à propos de la compétence, doit, là aussi, être nuancé. Ce mouvement de fragmentation a cet effet pervers qui consiste à rendre les débats de plus en plus pointus, à tel point qu'ils ressemblent de moins en moins à des débats et de plus en plus à des discussions d'ordre très technique. Cet état de fait est aussi à mettre en relation avec l'absence de médiation. Le processus est très clairement analysé par Dominique Wolton⁷⁶ : « L'un des effets paradoxaux du modèle culturel de société sans hiérarchie, sans intermédiaires et en direct qui émerge, est la valorisation extrême du pouvoir de l'expert. Il s'agit là d'un principe de hiérarchie beaucoup plus difficile à contester que les autres, car il repose sur la légitimité démocratique du savoir. (...) La société égalitariste, individualiste et sans intermédiaires renforce le pouvoir de l'expert, peut-être l'un des plus hiérarchiques et des moins contestés d'aujourd'hui. » Un espace de discussion qui se dessine par l'intermédiaire d'Internet est cependant rarement dénué totalement de médiation. « On oublie souvent qu'il y a aussi une médiation par des personnes au sein de l'Internet. Des individus qui deviennent des « éditeurs électroniques », des « animateurs de débats », des « diffuseurs d'information ». Nous ne sommes donc pas dans une situation où seul l'émetteur d'un message et son destinataire sont concernés »⁷⁷. C'est, formellement, le rôle que joue Laurent Jesover. Il est modérateur de la liste lorsqu'il décide de la modérer, c'est-à-dire de filtrer les messages avant qu'ils ne paraissent sur la liste. Cette option a très rarement été retenue, elle exige bien trop de travail. Moins formellement, on voit émerger, au cours du temps, quelques personnages qui deviennent, de fait, des animateurs du débat : par leurs compétences, le temps qu'ils consacrent à la liste mais aussi la confiance que les participants leur accordent. C'est une condition nécessaire pour faire avancer le débat puisque le « danger d'un espace de débat qui tourne en rond »⁷⁸ guette en permanence le fonctionnement des listes de discussion électroniques.

Les utilisations d'Internet peuvent donc constituer un bienfait pour le débat démocratique dans la mesure où elles s'articulent avec d'autres lieux de débats, lieux physiques cette fois où les efforts de vulgarisation et d'appropriation de l'information permettent ainsi de réduire le hiatus entre informations et compétences. Alors, l'utilisation d'Internet enrichit le débat, réapproprié par la base militante et non laissé dans les seules mains des dirigeants. Mais parallèlement à ces processus bien réels, on peut constater à partir des outils électroniques une certaine tendance à la fragmentation des débats qui, outre le fait d'appauvrir l'échange par la spécialisation accrue des propos, éliminent aussi, de fait, ceux qui ne se sentent pas assez compétents pour intervenir sur ces sujets devenus trop pointus. La dimension démocratique du débat ne se mesure pas seulement au fonctionnement même de ce dernier mais aussi à son intégration, sa prise en compte par les dirigeants de l'association. Seulement, pour qu'un débat soit pris en compte dans le processus décisionnel, il faut au préalable savoir « qui parle et au nom de qui ».

75 K. A. HILL et J. E. HUGHES, *Cyberpolitics. Citizen activism in the age of the Internet*, Oxford, Rowman et Littlefield, 1998, 207p.

76 Dominique WOLTON, *Penser la communication*, Paris : Flammarion, 1997, pp. 168-172.

77 Hervé LE CROSNIER, « Internet et la démocratie », in *Terminal*, hiver 1997-98, p. 85.

78 Hervé LE CROSNIER, *Op. cité*, p. 86.

III/ Qui parle au nom de qui ?

L'expression médiatisée par Internet pose problème en termes de représentation et représentativité des personnes qui utilisent l'outil : qui parle et au nom de qui ? La liste « Attac local » notamment est devenue le lieu d'échange entre comités et entre dirigeants et comités. Mais seules une, deux ou trois personnes par comité y ont accès : les correspondants électroniques. S'expriment-ils en leur nom ou pour leur comité ? Quelle place accorder aux propos véhiculés par ce biais dans la mesure où il n'existe pas de règles relatives au choix de ces correspondants électroniques ? L'introduction d'Internet au sein d'une organisation exige une nouvelle réflexion et de nouveaux repères quant à la question de la représentation. Ce point est d'autant plus problématique à Attac que la place des comités locaux, indépendamment d'Internet, n'est pas claire, ces derniers étant la force vive de l'association sans figurer pour autant dans les statuts.

A) Les internautes : représentants de fait et non de droit

On a vu que l'espace de discussion qui se dessinait par l'intermédiaire d'une liste de discussion n'était pas régulé formellement même si des « leaders » de la discussion émergeaient souvent et animaient de fait l'espace en question. Comme on va le voir maintenant, les prises de parole sont très inégalement réparties entre les intervenants et les propos qui circulent sont souvent le fait d'une minorité. Mais à partir du moment où aucun système de représentation n'est mis en place, ceux qui s'expriment représentent, de fait, l'expression de la base.

Un travail de comptage sur plusieurs mois, à partir de deux listes « Attac Talk » et « Attac Local » permet de mettre en valeur l'inégale répartition dans la prise de parole et la captation du débat par quelques-uns. Si l'on prend l'exemple de la liste de discussion « Attac Talk », au mois de mars 2000 : Abonnés à la liste : 557⁷⁹

Personnes s'étant exprimées sur la liste : 94 (c'est-à-dire environ 17% du nombre d'abonnés)
Nombre total de messages postés : 334

Ces messages postés ne se répartissent pas également entre toutes les personnes qui se sont exprimées durant le mois : quatre personnes, à elles seules, ont posté 76 messages (c'est-à-dire environ un quart du nombre total de messages postés et en moyenne 19) alors que 33 autres n'ont posté qu'un seul message au cours de ce même mois.

⁷⁹ Cette information (le nombre de personnes inscrites) est fournie par Laurent Jesover tous les mois dans un bulletin alimenté de chiffres, où figurent également le nombre de connexions au site, et le nombre d'abonnés aux différentes listes (de discussion, de travail et de diffusion).

Pour les mois de mars, avril et mai, les proportions observées ci-dessus, sont assez constantes. Elles sont en revanche un peu différentes pour la liste « Attac Local », où existe une proportion plus élevée d'abonnés qui prennent la parole (environ 30%) et où les différences dans la fréquence de prise de parole sont moins nettes. Il faut cependant bien avoir à l'esprit que ces deux listes n'ont initialement pas la même fonction. Même si, comme on l'a vu, « Attac Local » est aussi devenu espace de débat, elle reste une liste de travail, ce que n'est pas « Attac talk ». Cette différence de fonction apparaît ainsi visiblement par les nombres différents de « Reply » (indiquant donc des réponses, signe, a priori, de l'existence d'un débat) sur ces mêmes trois mois (ils représentent plus de la moitié du nombre total de messages sur « Attac talk » alors que cette proportion se situe entre un quart et un tiers pour « Attac local »).

La parole captée par quelques-uns ne représente pas pour autant les opinions de l'ensemble de l'association. Cette idée, simple théoriquement, passe parfois à un plan secondaire, trahie par l'illusion « d'optique », d'une abondance de messages allant dans le même sens mais produit par un faible nombre d'individus. Robert Dahl analysant le fonctionnement d'assemblées de taille déjà trop importante pour que tous puissent s'exprimer, résume ainsi : « these fully participating members become, in effect, representatives of the others (...) yet nothing insures that the fully participating members are representative of the rest. To provide a satisfactory system for selecting representatives, citizens may reasonably prefer to elect their representatives in free and fair elections. ⁸⁰ »

Le débat sur Attac et les partis politiques, qui anime l'association depuis maintenant plus d'un an, a été victime de cette distorsion, bien analysée en conseil d'administration par l'un des membres élus, issu d'un comité. Au sein de ce dossier, il était plus particulièrement question de l'adhésion de sections locales de partis politiques. Les partis politiques ne peuvent pas adhérer en tant que tels, mais les sections, elles, le pouvaient. Avant l'assemblée générale (annuelle), les mails à ce sujet se sont multipliés sur les listes exprimant, parfois de manière virulente, leur mécontentement. Puisqu'il s'agissait d'une procédure établie de points mis à l'ordre du jour de l'AG⁸¹, les correspondants électroniques se faisaient en l'occurrence porte-parole de leur propre comité. Ci-dessous, quelques extraits de mails qui donnent le ton des revendications à ce sujet :

De: A.A.
À: liste local ATTAC <local@attac.org>
Objet: [ATTAC LOCAL] appel du 18 juin
Date : mardi 20 juin 2000 02:25

Lors de notre réunion régionale de 4 CL de Poitou-Charentes le 18 juin, nous nous sommes mis d'accord sur une proposition pour l'ordre du jour de l'AG. Le risque de récupération par les élus nous préoccupe, il nous semble urgent de définir une position nationale forte. ATTAC 16, 17, 79 & Poitiers Aytré, le 18 juin 2000 !

Proposition d'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de Saint-Brieuc Les comités ATTAC 16, 17, 79 & Poitiers (région Poitou-Charentes) demandent avec insistance que la question des relations entre ATTAC et les élus qui s'en réclament figure à l'ordre du jour de l'A.G. de Saint-Brieuc (28-29 octobre). (...)

Nous refusons que se constitue une ATTAC des notables parallèle à l'ATTAC des citoyens.

⁸⁰ Robert A. DAHL, On Democracy, Yale University Press, 1998, p. 108.

⁸¹ Les comités avaient jusqu'au 3 juillet pour faire parvenir au conseil d'administration, y compris par courrier électronique, leur proposition de motions ou points mis à l'ordre du jour.

De: L.D.
À: <local@attac.org>
Objet: [ATTAC LOCAL] Re: appel du 18 juin
Date : mardi 20 juin 2000 11:47

Je suis bien d'accord, il ne faut pas se laisser instrumentaliser par des élus, qui ensuite, se dispensent d'aller voter pour la taxe Tobin, quand c'est le moment d'avoir un peu de courage.
(...)
L.D.

De: Y.B.
À: <local@attac.org>
Objet: [ATTAC LOCAL] Attac et le politique
Date : jeudi 6 juillet 2000 09:26

A tous les groupes locaux
Vous trouverez ci-dessous la position officielle d'Attac Rennes à la date d'aujourd'hui concernant le thème « Attac et le politique ». Nous sommes vivement intéressés par les réactions des autres groupes locaux à ce texte et plus largement par toutes les contributions portant sur ce thème, dont un certain nombre ont déjà été diffusées sur cette liste (je pense notamment à Attac Isère, Attac Finistère, Attac Var, Attac-Réunion Antenne Nord, et aujourd'hui même Attac 64). Il y a là de notre point de vue un enjeu majeur pour l'avenir de notre association, et dans la perspective de l'A.G. de Saint-Brieuc il nous paraît souhaitable que l'ensemble des groupes locaux se saisissent de cette question et fassent connaître leur position.
Cordialement,
Y.B.
Au nom d'Attac Rennes

De: C.G.
À: <attac@attac.org>
Cc: <local@attac.org>
Objet: [ATTAC LOCAL] AG ATTAC - Saint Brieuc
Date : jeudi 6 juillet 2000 01:02

ATTAC 64
(...)
à Bernard CASSEN,
Président d'ATTAC
9 bis rue de Valence
75005 Paris

Objet: demande d'inscription à l'ordre du jour de l'AG 2000 d'ATTAC

Monsieur le Président,

Suite à la délibération du CA d'ATTAC 64, ce jour, le 5 Juillet 2000, je vous prie de noter que nous demandons l'inscription à l'ordre du jour de l'AG ATTAC de Saint Brieuc, le point de débat suivant, qui rejoint celui posé par Attac Isère et d'autres groupes locaux : - est-il utile et nécessaire de donner la possibilité à des partis, syndicats et collectivités locales d'adhérer à l'association citoyenne Attac, sachant que ces instances n'ont ni une position citoyenne ni des contraintes équivalentes à celle des adhérents que nous sommes ?

Amicalement,

Pour le CA d'ATTAC 64, le Président:

C.G.

*Copie aux membres du CA et
À tous les comités locaux.*

Recevant ces réactions en chaîne, et ne souhaitant pas que ce sujet « pollue » l'intégralité du déroulement de l'Assemblée générale à venir, Bernard Cassen, président d'Attac, a jugé utile d'anticiper le débat en proposant un document aux adhérents, qu'il devait d'abord soumettre au Conseil d'administration du 8 juillet 2000. Il était alors précisé : « Les adhésions des structures locales des partis ou le renouvellement de leurs cotisations ne seront plus acceptés à compter du 10 juillet 2000. Celles d'entre elles qui ont déjà effectué cette démarche seront avisées que leur appartenance à l'association ne vaudra que jusqu'au 31 décembre ». Un membre élu, issu d'un comité local répondait à cela que la collaboration avec des structures locales de partis était la source d'un vrai dynamisme au niveau local. Devant l'embaras de Bernard Cassen qui concédait que la remarque était importante mais qui craignait aussi le durcissement des positions des mécontents et le renforcement de la contestation interne, le membre élu en question ajoutait, rendant la question de la représentation particulièrement saillante : « et que fera-t-on si tous les autres comités qui ne se sont pas exprimés jusqu'à maintenant sur ce point écrivent à leur tour pour dire qu'ils sont contre cette dernière décision ? » De manière tout à fait significative, c'est à la suite de cet échange que le conseil d'administration vota pour la première fois en deux ans d'existence⁸². « Significative » dans la mesure où l'anecdote mettait à nu les limites d'un fonctionnement « souple », reposant sur le consensus, bref

⁸² En réalité, le vote ne portait pas sur la proposition de Bernard Cassen mais sur celle de Pierre Tartakowsky émise en cours de réunion : « On peut geler la situation : les cinquante sections de partis actuelles, on n'y touche pas, ça reste en l'état mais on ne prend pas d'adhésion supplémentaire comme ça, on ne froisse pas les investissements militants et on nous laisse le temps de débattre pour prendre une décision juste ».

les limites de l'organisation actuelle de l'association, notamment dans son refus du vote et de la représentation.

Si Laurent Jesover n'a sans doute pas tort lorsqu'il explique : « Grosso modo, tu peux tester le pouls de l'assoc' par les listes. Si c'est calme sur les listes, il y a de bonnes chances que ça le soit aussi plus globalement à Attac. Pour le PARE⁸³, c'était impressionnant. Alors que sur les listes, les messages concernant le PARE devenaient de plus en plus nombreux et que les comités, les uns après les autres écrivaient : « bon, ça y est, nous on l'a signé », parallèlement, en bureau, ça discutait dur parce que tout le monde n'avait pas les mêmes positions. Ces tendances, ces différentes positions, tu les retrouvais sur les listes aussi.⁸⁴ » ; si les sujets problématiques ou importants sont toujours présents dans les débats des listes et que ces dernières sont alors relativement à l'image de l'association, l'unité considérée n'est pas l'individu mais le collectif. Autrement dit, pris dans leur ensemble, les débats importants de la liste renvoient aux débats qui traversent l'association dans son ensemble. Mais en aucune manière, ils ne renvoient une image précise des clivages, dans leurs proportions respectives, au sein de l'association.

L'exemple de ce débat relatif à l'adhésion de sections locales de partis souligne le caractère problématique d'une trop grande prise en compte de ce qui s'échange sur les listes : ceux qui s'y expriment ne sont porteurs d'aucun mandat de la part de leur comité. En plus de cela, il se pourrait que ces individus ne soient pas particulièrement représentatifs de l'ensemble des adhérents.

B) Les internautes : une population à l'image des adhérents d'Attac ?

Les individus dont il est question dans cette partie ne sont pas ceux qui disposent d'un accès à Internet mais bien ceux qui s'en servent réellement pour Attac. Or, les réponses au questionnaire indiquent que l'un n'entraîne pas nécessairement l'autre. Ainsi, au sein de la population touchée par le questionnaire (96 individus) et qui déclare disposer d'un accès à Internet (62 individus), 10 personnes (ce qui représente 15% des connectés interrogés) ne consultent jamais le site, 6 personnes (10%, des connectés toujours) sont inscrites à « Attac talk », 12 (20%) à « Attac Local »⁸⁵ et 43 (70%) au *Grain de sable*⁸⁶. Ces chiffres, répétons-le, ne sont pas représentatifs de l'ensemble de la population d'Attac. Ils soulignent simplement que la connexion à Internet n'implique pas nécessairement son utilisation dans le cadre d'Attac.

Ces individus connectés à Internet dans le cadre d'Attac, outre le fait qu'ils ne sont porteurs d'aucun mandat, semblent aussi se différencier assez nettement du reste de la population adhérente, à la fois d'un point de vue socio-démographique mais aussi d'un point de

83 Plan d'aide au retour à l'emploi.

84 Laurent Jesover, entretien mené le 13 juillet 2000.

85 Ce dernier pourcentage atteste, plus qu'on ne le pensait, l'hypothèse selon laquelle la population touchée par le questionnaire est surimpliquée dans la vie de l'association. En effet, on sait que le nombre total d'inscrits à la liste « Attac local » s'élève à environ 300 individus, ce qui, si l'on retient le nombre de 20 000 comme nombre d'adhérents, donne un pourcentage de 1,5% pour la population d'Attac connectée à la liste « Attac local ».

86 Précisons que ces différentes populations (abonnés au Grain de sable, à une liste de discussion etc.) peuvent très largement se recouper.

vue politique. Un travail opéré sur les fichiers de l'association au mois de janvier 2000 montre certaines de ces disparités⁸⁷ :

	Répartition des connectés	Répartition globale
agriculteurs	0,3	1
Commerçants, artisans, chefs d'entreprise	2,3	2,6
employés	5,9	8,4
Professions intermédiaires	17,7	21,7
ouvriers	0,1	0,6
chômeurs	3,1	4,6
retraités	5,1	14,9
artistes	4,3	5
Enseignants du secondaire, supérieur et chercheurs	20,2	12,8
Autres professions intellectuelles supérieures	12	6,3
Cadres, professions libérales	14,7	13,2
Etudiants, lycéens	10,9	7,9
Autres	0,2	0,6

Selon toute attente, les individus connectés sont plutôt plus favorisés socialement que la moyenne de l'association. Il faut noter en outre que ce décalage est particulièrement important sur l'axe du capital culturel plus que sur celui du capital économique, pour reprendre la terminologie bourdieusienne. Il serait surprenant que ces différences ne trouvent pas une traduction quelconque, au niveau de l'attitude politique. Les réponses au questionnaire donnent des résultats tout à fait cohérents avec ce travail opéré sur les fichiers. Les chiffres qui suivent sont à regarder et à analyser non pas selon les proportions chiffrées mais bien plutôt au niveau des divers décalages qu'ils peuvent mettre en valeur.

Des internautes diplômés

(L'utilisation d'Internet croisée avec le niveau d'étude⁸⁸)

	Bac +3		Bac +4		3 ^e cycle et plus	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Utilisent Internet	33%	4	40%	6	83%	43
N'utilisent pas Internet	67%	8	60%	9	17%	9
Total	100%	12	100%	15	100%	52

87 Il s'agit de chiffres à jour début janvier 2000. Ces chiffres doivent être pris avec prudence. Certains adhérents n'ont pas communiqué leur profession.

D'autres n'ont pas mentionné leur adresse e-mail au moment de l'inscription. Il est en effet prévisible qu'un bon nombre d'adhérents aient cherché à avoir une adresse e-mail après leur adhésion étant donné la place qu'occupe Internet à Attac. En outre, les catégories établies sont celles d'Attac, je n'ai pas eu la possibilité de les refondre.

88 Faute d'effectifs suffisants, je n'ai pas retenu les catégories (bac + 1 et 2 et en dessous).

Des internautes jeunes
(L'utilisation d'Internet croisée avec l'âge)

	20-30ans		30-40ans		40-50ans	
	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
Utilisent Internet	89%	24	80%	12	61,5%	8
N'utilisent pas Internet	11%	3	20%	3	38,5%	5
Total	100%	27	100%	15	100%	13

	50-60ans		60-70ans	
	%	Effectif	%	Effectif
Utilisent Internet	57%	12	40%	6
N'utilisent pas Internet	43%	9	60%	9
Total	100%	21	100%	15

Du point de vue des attitudes, le facteur de la connexion à Internet n'est pas réellement discriminant, résultat qui invalide une de mes hypothèses de départ. Cette hypothèse initiale était en fait largement fondée sur des analyses générales des profils de ceux qu'on appelle les « cyber-militants », notamment ceux qu'on retrouve sur les « chat » à objet politique. Ces individus sont ainsi décrits comme étant globalement jeunes, masculins, instruits et politiquement plutôt plus proches des extrêmes que la moyenne de la population. Or, les internautes d'Attac sont doublement éloignés de cette situation. Il serait faut de les qualifier de « cyber-militants » dans la mesure où ils se servent d'Internet pour Attac spécialement, sans se servir de l'outil pour d'autres activités ou discussions politiques. Mais surtout, Attac forme un milieu tellement homogène d'un point de vue socio-professionnel, que le critère de la connexion n'en devient pas significatif comme il peut l'être pour des « cyber-militants » par comparaison à une population nationale moyenne.

C'est bien plutôt le degré d'implication de l'individu sur les outils électroniques d'Attac qui semble être au fondement d'un vrai clivage. Ce résultat majeur confirme, une fois encore, que c'est bien l'usage et non l'outil en tant que tel qu'il faut prendre en compte. Ce degré d'implication peut être mesuré de multiples manières : de l'abonnement au bi-hebdomadaire le *Grain de sable*, à l'abonnement à une liste électronique, en passant par la consultation régulière du site de l'association. Ce clivage porte plus spécifiquement sur l'attitude à l'égard de la direction et l'exigence poussée en matière de fonctionnement démocratique. Les caractéristiques les plus tranchées apparaissent pour les individus inscrits à une liste de discussion, au moins. Ce résultat n'est pas très surprenant si l'on a en tête que la participation à une liste est, et même dans le cas des « participants muets », la pratique la plus engageante, au moins en termes de temps consacré. Mais concernant ce facteur, il est important de souligner diverses difficultés. Le problème majeur que pose le critère de l'abonnement à une liste est qu'il agrège des réalités très différentes puisque l'abonnement à la liste « Attac local » est difficilement assimilable à l'abonnement à la liste du groupe des traducteurs⁸⁹, celle qui est ouverte à tout le monde « Attac talk » ou encore son équivalent dans une autre langue. Cependant le peu d'effectifs concernant

⁸⁹ Le groupe des traducteurs s'est formé petit à petit grâce aux listes de discussion déjà existantes, aux contacts personnels des membres fondateurs puis des militants. Il fonctionne aujourd'hui avec sa propre liste de discussion/travail et permet à l'association de traduire un grand nombre de textes en différentes langues et en un temps record.

chacune de ces listes ne laissait pas vraiment d'autres choix que celui de l'agrégation de ces différentes populations.

Le clivage en matière d'exigence de démocratie interne a été étudié à partir de deux questions du questionnaire :

« Sur une échelle de 1 à 4⁹⁰, dites ce que vous pensez de l'information qui concerne les décisions du Bureau national ». Afin de comprendre si la réponse à cette question relevait d'une attitude à l'égard de la direction ou plus généralement à l'égard de la circulation de l'information, il a paru intéressant de comparer les résultats obtenus avec un autre item de la même question : « L'information qui concerne les travaux des autres comités ».

« A propos de votre expérience à Attac, diriez-vous que vous êtes satisfait ou non, des points suivants ? » (...) « Le fonctionnement démocratique d'Attac »⁹¹.

Satisfaction (très satisfait) à l'égard du fonctionnement démocratique de l'association

	Effectifs	Pourcentages
N'a pas Internet (34) ⁹²	12	35,5%
Abonné à (au moins) une liste de discussion de l'association (17)	2	12%
A Internet mais n'est abonné à aucune liste de discussion de l'association (45)	7	22%

Ce tableau est aussi à lire en lignes, par exemple : « 35,5% de ceux qui n'ont pas Internet s'estiment très satisfaits du fonctionnement démocratique de l'association ».

Insatisfaction (pas satisfait) à l'égard des informations concernant les décisions du Bureau national de l'association

	Effectifs	Pourcentages
N'a pas Internet (34)	5	15%
Abonné à (au moins) une liste de discussion de l'association (17)	6	35,5%
A Internet mais n'est abonné à aucune liste de discussion de l'association (45)	8	18%

Les réponses à la même question mais s'agissant cette fois de l'information relative aux travaux des autres comités, indiquent que le mécontentement n'est pas propre à l'information en général mais désigne bien une attitude spécifique à l'égard de la direction. En effet, les individus abonnés à une liste au moins sont aussi ceux qui se disent le plus satisfaits à l'égard des informations concernant les travaux des autres comités. Conformément aux études existantes sur les internautes, on a souligné que les adhérents d'Attac connectés sont plutôt plus jeunes et plus diplômés que la moyenne. On vient de remarquer en outre que parmi ceux-là, ceux qui utilisent effectivement Internet dans le cas d'Attac semblent aussi plus exigeants en matière de fonctionnement démocratique interne et plus méfiants à l'égard des dirigeants. Comment se situent-ils plus globalement par rapport au paysage politique français ? L'un des traits saillants est,

90 1 : pas satisfaisant, 2 : moyennement satisfaisant, 3 : satisfaisant, 4 : très satisfaisant.

91 Là encore, la réponse devait suivre une gradation en quatre niveaux : très satisfait, assez satisfait, peu satisfait, pas satisfait du tout.

92 Rappelons que ces chiffres entre parenthèses sont des effectifs.

en réalité, le refus de positionnement de ces derniers, par rapport au système partisan existant. A la question ouverte, « De quel parti ou de quel homme politique vous sentez-vous le (la) plus proche ou le (la) moins éloigné(e) ? », un nombre non négligeable d'individus a exprimé un refus explicite de répondre (« aucun », « absolument aucun », « je n'ai ni dieu ni maître », « néant ») tandis que d'autres n'ont simplement pas répondu du tout.

Refus explicite de positionnement par rapport à un homme ou parti politique :

	Efectifs	Pourcentages
N'a pas Internet (34)	2	6%
Abonné au <i>Grain de sable</i> (43)	9	21%
Abonné à au moins une liste de discussion (17)	6	35,5%
Connecté mais non abonné au <i>Grain de sable</i> ⁹³ (19)	1	5,5%

Ce tableau est à lire comme suit : « 6% parmi ceux qui n'ont pas Internet refusent explicitement de se positionner par rapport à un homme ou parti politique »

Les tendances mises en valeur par les tableaux qui précèdent trouvent à maints égards confirmation par l'observation participante durant toute l'année, en réunion et sur les listes de discussion : le ton et les sujets de débat pouvaient parfois prendre des tournures tout à fait différentes en réunion de comité et sur les listes. Naturellement, et comme cela a du reste été souligné, les débats de fond (c'est le cas, incontestablement de « Attac et le politique ») traversent les différents espaces (physique - les réunions, et électroniques - les listes de discussion), mais avec une tonalité souvent plus virulente sur Internet. Certaines discussions médiatisées sur les listes ne se retrouvent parfois pas en comité, et notamment les discussions relatives au fonctionnement même de l'association.

Les adhérents d'Attac utilisant Internet pour leur engagement associatif ne sont ni porteurs d'un mandat ni spécialement représentatifs de l'ensemble des adhérents. Les internautes semblent avoir une tendance plus contestataire, une exigence plus poussée en termes de fonctionnement démocratique et une certaine méfiance à l'égard de la direction. Ces différents éléments n'empêchent pas que la parole véhiculée par Internet pèse dans le processus décisionnel.

⁹³ Cette dernière catégorie des « connectés mais non abonnés » a été ajoutée afin de souligner ce qui avait été dit plus haut : la faible discrimination que constitue la connexion à Internet, tout du moins au niveau des attitudes politiques.

IV/ Qui décide ?

La décision dans son acception formelle ou institutionnelle n'intègre pas à proprement parler les échanges médiatisés par Internet. Pourtant, l'utilisation abondante de l'outil ne va pas sans une modification profonde des rapports de pouvoir au sein de l'association. La prise de décision fera alors l'objet d'une seconde analyse, en l'envisageant alors d'une manière plus globale et en accordant notamment une attention particulière à la notion d'influence.

A) Le pouvoir institutionnel

« La prise de décision ne pose pas de problème. La prise de décision, c'est le CA et le bureau », explique un peu brutalement Pierre Tartakowsky. Par la suite, le secrétaire général insiste cependant sur la nécessaire distinction entre le principe juridique, qui vient d'être énoncé et la réalité politique de l'association, nettement plus complexe. A Attac, cinq permanents gèrent les tâches quotidiennes de l'association. Un Conseil d'administration a été élu pour trois ans, et selon la procédure du vote bloqué (pour ce qui concerne les dix-huit membres fondateurs), lors de l'Assemblée générale, laquelle se déroule une fois par an. Le bureau, émanant du conseil d'administration exécute les décisions du CA, en se réunissant toutes les semaines. La participation formelle des adhérents au processus décisionnel se limite donc à l'élection de représentants, une fois tous les trois ans et au vote de résolutions, tous les ans. Les outils électroniques ne sont intégrés dans aucune procédure formelle de décision. Le vote électronique, par exemple, n'existe pas. Plus profondément, il semble qu'il y ait, chez les dirigeants d'Attac, une grande méfiance à l'égard de ce qui pourrait ressembler à toutes formes de démocratie référendaire. La conduite d'un débat constructif et argumenté doit être le critère ultime du bon fonctionnement démocratique de l'association. Pierre Tartakowsky expose ainsi ses vues sur la question du vote électronique : « Si j'avais la garantie, qu'en amont, tous les adhérents ont été saisis des termes du débat, qu'ils ont pu y réfléchir, qu'ils ont pu en discuter, et que donc, ils prennent position d'une part en connaissance de cause, d'autre part dans des délais qui permettent la discussion et en troisième lieu sur des choses qui engagent la vie de l'association de façon importante et pas forcément gestionnaire, alors pourquoi pas. Mais (...) une gestion de fichiers ne me semble pas forcément relever d'un débat national impliquant l'ensemble des adhérents. Parce qu'au final, il faut quand même qu'il y ait quelqu'un qui prenne des décisions. (...) Je ne crois pas qu'on puisse ramener l'exercice démocratique d'une association ou d'un syndicat à une pratique hystérique, je dirais, au sens compulsif, du référendum »⁹⁴. Pierre Tartakowsky fait ici allusion à un débat qui a animé l'association au mois de février 2000 et concernant précisément la gestion des fichiers de l'association que la direction voulait soumettre à un organisme extérieur de manière à décharger les permanents du siège. Cette décision a soulevé de vives réactions de la part de certains adhérents. Le malaise à l'égard du vote, Pierre Tartakowsky l'explicite très clairement un peu plus tard : « autant moi par exemple je peux entendre qu'un coordinateur me dise : 'vous proposez d'externaliser les fichiers, dans le comité on n'est pas très chauds, pour telles et telles raisons', enfin voilà, c'est les termes du débat. Autant si un de ces coordinateurs arrive et me dit 'chez nous, on a voté, et on est contre', ça me pose immédiatement d'énormes problèmes. Parce que, d'abord je vais lui demander combien il y a eu de participants au vote et puis ensuite je vais lui dire : mais tu sais, dans ta région, il y a des tas de gens qui sont adhérents à Attac qui n'ont pas pris part à ce vote, qui n'ont pas vocation à y prendre part, parce que tout simplement, ils ne savent même pas que ça existe et tout simplement, ils ne veulent pas participer à la vie de ce comité ».

⁹⁴ Pierre Tartakowsky, entretien mené le 30 mai.

La question de l'organisation interne et de la prise en compte des adhérents au sein du processus décisionnel n'est pas une affaire définitivement classée. C'est l'un des débats récurrents à Attac, alimenté probablement par un certain nombre d'ambiguïtés fonctionnelles, telle que l'absence des comités locaux dans les statuts de l'association. Douze membres émanant des comités locaux ont été élus à la dernière Assemblée générale, mais ils ne sont pas censés représenter leur région. En outre, nationalement, Attac a été fondée selon une logique représentative, mais représentative de divers mouvements, idées : c'est le collège des membres fondateurs qui sont, dans la plupart des cas, des personnes morales. Enfin, chaque comité local a normalement désigné un coordinateur mais ces individus ne sont pas les représentants de leur comité. Pierre Tartakowsky parle, à leur propos de « représentativité organisationnelle plus que parlementaire » et il précise alors : « Un parlementaire est élu sur un programme, par une majorité et il devient le représentant, le mandant, de la population qu'il représente. (...) c'est une légitimité bêtement mathématique. On est dans un cadre constitutionnel défini, avec des règles. La réalité militante d'Attac est beaucoup plus fluide. Les coordinateurs sont des militants volontaires. (...) ça peut être des gens qui sont plus disponibles que les autres, qui ont plus d'expérience militante. (...) Cet investissement les légitime. Mais il les légitime comme animateurs du débat, mais pas du tout dans un cadre qui deviendrait un cadre constitutionnel rigide et où ils seraient en gros porteurs de mandat ».

Si Internet occupe une place centrale à Attac, l'outil n'est pas véritablement intégré au processus décisionnel alors qu'il pourrait servir de médiation dans la consultation des comités locaux, par exemple. En réalité, les outils électroniques à Attac n'ont jamais fait l'objet d'une formalisation claire quant à leur place, leur rôle. Cette ambiguïté est du reste très bien illustrée par le flou qui accompagne le statut du *webmaster*, Laurent Jesover. Travaillant à plein temps pour l'association, comme un permanent et sans siéger au conseil d'administration, comme un permanent également, son rôle ne peut pour autant être caractérisé uniquement de « gestionnaire et administratif ». On a montré clairement, dans le premier chapitre, la portée politique du travail de Laurent Jesover, à qui les dirigeants font d'ailleurs entièrement confiance. Les questions de représentation, de représentativité et la crainte d'une paralysie par excès de débats peuvent être avancés comme des facteurs explicatifs de cette situation ambiguë.

La question du pouvoir ne peut pas être abordée sans s'intéresser aux acteurs mêmes qui détiennent ce pouvoir. Les craintes diverses, relatives au fonctionnement démocratique de l'association, et formulées par les adhérents touchent, on l'a vu, la délégation politique à laquelle hiérarchie, bureaucratie et organisation pyramidale sont pêle-mêle amalgamées. On retrouve sous cette tension, qui dessine les rapports et l'organisation de l'association, l'évolution si souvent décrite et analysée même parfois comme une loi, de la professionnalisation d'une élite politique qui, dans le même mouvement s'autonomise par rapport à la base.

L'introduction d'Internet s'accompagne à cet égard de tendances contradictoires. Roberto Michels soulignait la distance croissante séparant les dirigeants de la base. Cette « loi d'airain de l'oligarchie » toucherait tous les partis, puisque Michels fonde son étude sur le terrain du Parti social-démocrate, qu'on ne pourrait taxer d'anti-démocrate. Elle découle du principe selon lequel toute action collective, pour le succès même de sa mobilisation, nécessite un minimum d'organisation, de coordination interne. Le lien entre démocratie et oligarchie ne se conçoit ici qu'avec un troisième terme : celui de délégation. C'est parce que Michels considère la délégation comme contraire à la démocratie qu'il part ainsi en guerre contre l'oligarchie. C'est, à la limite, seulement si la délégation est de courte durée qu'elle peut devenir compatible avec la démocratie. L'antinomie entre délégation et démocratie n'est intelligible que si l'on saisit les caractéristiques observées par Michels à la délégation et à ses dérives : avec

l'accroissement et la routinisation du parti, l'élite professionnelle est mue de plus en plus par le souci de verrouiller toute contestation interne et de préserver sa position de pouvoir. En outre, la taille de l'organisation devenant croissante, les tâches de gestion gagnent aussi progressivement en lourdeur et en complexité : la base est donc de plus en plus contrainte de confier ces tâches à des individus suffisamment compétents, il faudra alors faire appel à des permanents rémunérés. La direction étant la seule à maîtriser complètement les dossiers, elle gagnera de plus en plus d'autonomie ou, dit autrement, la base perdra de plus en plus le contrôle sur les dirigeants.

On s'attachera à l'étude de deux points évoqués, dans la mesure où ils peuvent s'étendre au fonctionnement de l'association et pas uniquement au parti politique : l'existence d'une élite politique de professionnels et l'autonomie croissante de cette même élite par rapport à la base de l'organisation. Le questionnement porte sur la possibilité qu'offre une utilisation massive d'Internet de maintenir une distance moindre entre l'élite et la base. Roberto Michels souligne en effet : « plus l'appareil d'une organisation se complique, c'est-à-dire plus elle voit le nombre de ses adhérents augmenter, ses caisses se remplir et sa presse se répandre, et plus le gouvernement direct de la masse perd du terrain et est supplanté par le pouvoir croissant des comités »⁹⁵. L'utilisation massive d'Internet modifie quelque peu les règles du jeu en la matière. On a vu en première partie la quantité d'informations mises à disposition (sur le site) et circulant (listes) au sein de l'association. Les plus engagés peuvent ainsi garder une certaine maîtrise des enjeux et dossiers relatifs à la vie de l'association, ce qui aurait donc tendance à réduire l'écart décrit entre les dirigeants et la base.

Mais concernant l'existence même d'une élite de professionnels, l'utilisation d'Internet s'accompagne de deux mouvements contradictoires, selon que l'on se penche sur les permanents rémunérés ou sur la direction politique. Internet, comme le souligne Pierre Tartakowsky, secrétaire général, libère ce qu'il appelle des « marges à la productivité militante ». Il souligne ainsi le peu de permanents rémunérés au sein d'Attac : 6 (cinq permanents plus Laurent Jesover, qui a en fait un détachement syndical) pour 25 000 adhérents. A en croire les chiffres fournis par Sophie Harasse⁹⁶ à propos de la section française d'Amnesty international, qui avec le rapport de 1 salarié pour 444 adhérents la placerait largement en dessous de la moyenne des associations tous types confondus, le rapport permanents/adhérents est en effet très faible à Attac. L'utilisation d'Internet et tout particulièrement des secrétariats électroniques facilite et accélère le travail de ces permanents. Néanmoins, pour la problématique qui nous intéresse ici – celle de la démocratie –, la question des permanents rémunérés, accomplissant donc des tâches d'ordre gestionnaire et administrative, n'est pas la plus décisive.

La direction politique est d'un plus grand intérêt et le temps précieux que l'utilisation d'Internet permet d'économiser vaut aussi pour les membres de la direction politique pour qui le cumul de diverses responsabilités est dès lors facilité : l'outil peut en cela renforcer la tendance à la professionnalisation de l'élite politique et renforcer ainsi l'écart entre dirigés et dirigeants. Internet, en facilitant le travail des dirigeants, leur laisse la possibilité de vivre de ressources autres que celles provenant de l'association. Mais, force est de constater que ces autres ressources proviennent dans l'intégralité des cas de métiers « politiques », activités syndicales, associatives ou, à la limite journalistique. Max Weber soulignait le caractère aristocratique de l'activité politique non rémunérée (« [si] l'on exerce « honorifiquement » l'activité politique, dans ce cas elle ne peut être menée que par des personnes qui sont, comme on dit, « indépendantes », c'est-à-dire par des personnes qui jouissent d'une fortune personnelle, avant

⁹⁵ Roberto MICHELS, Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties, Paris : Flammarion, 1971 (1912), p. 33.

⁹⁶ Sophie HARASSE, Engagement et désengagement dans les organisations : l'exemple d'Amnesty international section française, DEA d'études politiques, IEP Paris, sous la dir. de Pierre Favre, 1996.

tout par des rentiers »⁹⁷) et expliquait ainsi la formation d'une élite professionnelle : par la nécessité de rémunérer les individus se consacrant à l'activité politique. On pourrait alors penser que l'utilisation d'Internet viendrait justement changer ces règles : l'utilisation d'Internet rendant éventuellement possible l'exercice de son métier, parallèlement à la prise de responsabilités politiques. On pourrait alors concevoir que ce cumul possible entre une activité professionnelle autre et l'engagement politique contribuerait à modifier cette « loi d'airain de l'oligarchie ». Mais, dans la mesure où le cumul concerne différentes activités politiques, alors Internet aurait plutôt tendance à accroître encore cette loi, analysée par Roberto Michels. La suractivité qui en découle est reconnue par le secrétaire général : « les dirigeants ne sont pas payés par l'association mais y consacrent du temps bénévolement et dirigent effectivement. C'est une structure très exigeante. Ça demande des dirigeants une véritable abnégation. Parce que au minimum ça double la journée de travail »⁹⁸. Ce manque de disponibilité ne va pas sans irritations du côté des adhérents. Le sujet revient de manière récurrente à propos notamment de la question des interventions des membres fondateurs dans les comités. Plusieurs échanges vigoureux ont ainsi eu lieu à la suite de rendez-vous décommandés à la dernière minute alors que les militants du comité avait déjà distribué les tracts pour annoncer la conférence. Le rapport d'Internet à cette « loi d'airain de l'oligarchie » est complexe parce que lié à des tendances contradictoires. Le cumul des activités politiques que l'utilisation d'Internet rend possible peut renforcer à la base le sentiment d'une élite éloignée et accroître alors encore les mécontentements à l'égard d'un pouvoir trop centralisé.

Cependant, la possibilité qu'offre désormais Internet de communiquer « many to many » devient décisive dans les rapports entre adhérents mais aussi entre adhérents et dirigeants. Cette possibilité bouleverse les règles du jeu communicationnel existantes et ouvre ainsi de réelles perspectives en termes d'évolution des relations de pouvoir.

B) Une base très influente

Une base plus visible, plus unie, plus forte

La communication « many to many » analysée précédemment s'accompagne d'une nouvelle visibilité globale des opinions, facteur décisif pour une transformation des rapports de pouvoir et des règles organisationnelles. La visibilité est à prendre comme un prisme à facettes multiples : visibilité qu'acquiert l'opinion des adhérents aux yeux de l'ensemble des adhérents, visibilité de l'opinion de ces mêmes adhérents aux yeux des dirigeants et enfin la visibilité de la gestion des dossiers et de la ligne politique des dirigeants aux yeux des adhérents.

La comparaison avec la naissance de la presse écrite, analysée par Gabriel Tarde⁹⁹ peut éclairer en quoi cette visibilité représente un profond bouleversement. L'idée de Tarde est simple mais puissante : la presse écrite a permis aux individus de prendre conscience de la similitude de leurs jugements. Et Serge Moscovici ajoute, commentant Gabriel Tarde, « de tout temps l'opinion a existé. Dans le clan, la tribu, la cité, lorsque tout le monde se

97 Max WEBER, *Le savant et le politique*, Paris : Plon, 1959 (1920), p. 140.

98 Pierre Tartakowsky, entretien mené le 30 mai 2000.

99 Gabriel TARDE, *L'opinion et la foule*, Paris : Alcan, 1910.

connaissait, le jugement collectif formé par la conversation à laquelle chacun participait, ou par le discours des orateurs sur la place publique, gardait néanmoins un caractère personnel. (...) Le livre d'abord, le journal ensuite ont fourni le lien manquant et réuni les fragments en un vaste ensemble »¹⁰⁰ puis citant Tarde : « La presse, à son insu, a donc travaillé à créer la *puissance du nombre* »¹⁰¹. Transposé à Attac, ce phénomène découle directement de la création d'outils électroniques autorisant la transversalité. Mais c'est seulement dans la mesure où ces outils telle la liste « Attac local » ont connu un mode de réappropriation qui dépassait la simple utilisation liée à l'organisation du travail, que cette « puissance du nombre » s'est révélée. On peut ainsi observer assez fréquemment sur les listes de discussion/travail des phénomènes cumulatifs de contestation, et plus généralement de contagion à travers l'espace national de l'association, à partir d'un courrier électronique envoyé. C'est la simple possibilité de prendre conscience de la similitude de son jugement avec d'autres adhérents qui crée un sentiment de nombre, donc de puissance et pèse alors dans un rapport de pouvoir.

Le pouvoir de la base, en amont de l'étude des rapports avec la direction, a une valeur symbolique, dans l'existence même d'un moyen de communication commun à l'ensemble des comités locaux (« je parle, donc j'existe », peut-on résumer). Créer une liste de discussion de correspondants électroniques, rattachés, chacun, à un comité local, c'est créer une liste pour les comités locaux et c'est alors reconnaître leur existence. Derrière le fonctionnement même de la liste « Attac local » et des débats qui l'animent, se cache une lutte pour la reconnaissance de leur identité. C'est ce que je nomme la dimension symbolique du pouvoir.

Un pouvoir d'interpellation et de mise sur agenda

L'existence d'un moyen d'expression commun aux comités locaux, la possibilité de connaître ou prendre conscience de la similitude de son jugement avec d'autres adhérents peuvent expliquer ce sentiment souvent explicité de la part de la base de « devoir peser dans la balance ». Les revendications adressées à la direction sont souvent exprimées sur la liste « Attac local », si bien que l'attente d'un retour, d'une réaction de la direction est partagée avec l'ensemble des correspondants électroniques ou tout du moins ceux qui se sont reconnus dans la revendication initiale. Il arrive ainsi que les positions déjà exprimées de certains correspondants électroniques soient rappelées pour mettre en évidence ce poids du nombre et faire ainsi pression sur les dirigeants. Ainsi, au cours du débat sur « Attac et le politique », le correspondant du comité de l'Isère souligne : « Sans compter avec toutes les interventions de nombreux groupes locaux qui ont posé le même problème que nous : Attac Haute-Vienne, Vosges, Cher, Charente, Deux-Sèvres ... ». On comprend dès lors en quoi, à l'égard des relations de pouvoir au sein d'une organisation, la communication par liste de discussion (« l'interactivité multilogue », pour reprendre les termes de Pierre Lévy¹⁰²) ne peut être assimilée à l'échange par courrier postal ou téléphonique (« interactivité réciproque »).

C'est par ce même processus (transversalité, visibilité, poids du nombre) que les adhérents contribuent très largement à la mise sur agenda de certains points défendus et pèsent ainsi dans la définition de la ligne politique suivie par Attac. Là encore, les exemples abondent de propositions émanant de comités ou d'adhérents particuliers, reprises ensuite par

100 Serge MOSCOVICI, *L'âge des foules*, Bruxelles : éditions complexes, 1991 (1981), pp. 262-263.

101 Gabriel TARDE, Op. cité, p. 71.

102 Pierre LEVY, *Cyberculture. Rapport au Conseil de l'Europe dans le cadre du projet « Nouvelles technologies : coopération culturelle et communication »*, Paris : éd. Odile Jacob, 1997, p. 98.

d'autres, argumentées, et qu'on voit finalement travaillées en conseil d'administration au niveau national. Attention cependant à ne pas trop simplifier la réalité : de tels cheminements ne sont pas systématiques, c'est la première nuance. Ensuite, l'expérience nous apprend que la proposition en question doit être déjà bien construite, voire déjà mise en place à un niveau local pour connaître ensuite un retentissement plus large. La liste transversale peut contribuer à rétablir un rapport de force entre la base et la direction si des projets l'accompagnent et si ce n'est pas le cas, la diffusion de messages sur la liste peut produire une impression très illusoire de puissance. « L'illusion est très très forte, souligne Pierre Tartakowsky¹⁰³. Tu te mets devant ton clavier : « Appel à tous les adhérents ... » Et tu sais que dans quelques minutes ce sera sur des milliers d'ordinateurs. Donc, quelque part, tu as fait ce que tu avais à faire. En fait, tu n'as rien fait du tout. (...) Tout le monde peut avoir des idées. Moi-même j'ai beaucoup d'idées. C'est très bien. Mais c'est pas parce qu'on a beaucoup d'idées et qu'on les exprime qu'elle vont se construire en projet. »

Le cas de la pétition « Sauvons nos marchés » est en cela assez exemplaire. L'action est partie d'une initiative d'une adhérente du comité « Attac 24 ». Elle proposait au mois de mars 2000 une pétition pour s'opposer à une directive européenne sur les marchés de proximité. La proposition n'a pas été immédiatement suivie d'effet, la direction nationale d'Attac ne percevant pas le lien évident avec les thèmes de la plate-forme de l'association. Mais l'initiative a suscité un débat au sein de la liste « Attac Local » et la direction a fini par être convaincue du bien-fondé mais surtout du rapport avec les thèmes du combat d'Attac. Au mois de mai, la pétition avait recueilli plus de 50 000 signatures et faisait l'objet d'un relais dans la presse. Laurent Jesover, au cours d'un entretien me racontait le cheminement des discussions au niveau national à ce sujet : « Au début, il y a eu une discussion en Bureau suite à un ou deux mails autour de cette pétition. Et je me souviens que le Bureau a tranché dans un sens négatif : ils ne voyaient pas le rapport entre les petits commerçants et Attac, ou plutôt ils ne voyaient pas l'importance de cette lutte. Au même moment, il y a eu tout un tas de discussions sur « Local », chacun avançait ses arguments, il y a eu une vraie dynamique horizontale et finalement, le Bureau a changé d'avis, ils ont dit : 'oui, c'est vrai, c'est nous qui avons tort et eux raison' ».

Laurent Jesover emploie la métaphore de la « tâche d'huile » pour qualifier le processus décrit à l'instant et qu'autorise ce type d'outils électroniques. C'est de cette façon que se sont développées les mobilisations d'Attac à propos de l'Erika ou du jeu « Les masters de l'économie »¹⁰⁴. Cette dynamique de la « tâche d'huile » s'observe régulièrement pour des questions d'organisation de l'association ou d'identité du mouvement : on a cité précédemment l'exemple du débat sur les relations entre Attac et les partis politiques mais on peut aussi mentionner les multiples propositions de motions pour l'organisation de l'Assemblée générale ou pour l'ordre du jour de Conseil d'administration et autres réunions nationales, comme celle qui rassemble deux fois par an l'ensemble des coordinateurs de comités.

La participation, par ce biais, de la base au devenir d'Attac s'exprime aussi sur la question de l'identité même du mouvement. Les listes « Attac local » comme « Attac talk » sont souvent le vecteur de débats du type : « pourquoi ne pas devenir un parti politique ? Que signifie « éducation populaire » ? Avons-nous vraiment vocation à intervenir sur tel ou tel sujet ? Pourquoi ne pas instaurer le tirage au sort comme mode de sélection des dirigeants ? » Cette réflexion sur le mouvement même, menée de concert entre adhérents et dirigeants est sans doute

¹⁰³ Pierre Tartakowsky, entretien mené le 30 mai 2000.

¹⁰⁴ Il s'agit d'un jeu organisé dans certains établissements scolaires, jeu tournant autour de l'apprentissage de la spéculation en bourse, sponsorisé par la banque, le CIC, pointé du doigt par un des adhérents, la direction nationale embrayant sur la protestation, organisée d'abord par un comité local d'Attac. L'Erika est le nom du navire qui a fait naufrage et qui a déversé des produits toxiques sur les rives de la côte Atlantique française.

une des marques importantes du caractère démocratique de l'association, dans la mesure où la question des règles reste ouverte. C'est l'idée d'« auto-institution », centrale dans la pensée de Cornélius Castoriadis¹⁰⁵ sur la démocratie. Il estime en effet que le caractère véritablement démocratique d'une société tient en la capacité de cette dernière à laisser toujours ouverte la question de ses propres lois, à remettre en cause ses propres institutions. Bref, l'interactivité autorisée par Internet, si elle porte aussi sur la question de l'identité du mouvement (comme c'est le cas à Attac) accroît l'adaptabilité du fonctionnement interne de l'association.

L'attitude des dirigeants face aux interpellations de la base

« Il y a le niveau du droit et de la loi ; les choses sont très claires : ceux qui dirigent c'est le CA, c'est le bureau et si on en reste là, on peut très bien dire : et ceux qui ne sont pas contents s'en vont. Les comités Attac n'existent pas dans les statuts mais en même temps, ils sont une réalité politique. Donc, notre travail, c'est d'articuler la responsabilité juridique et politique à une nouvelle donne politique»¹⁰⁶, explique Pierre Tartakowsky. L'utilisation massive d'Internet favorise d'autres modes de régulation entre exigences de la base d'une part et responsabilité des dirigeants de l'autre. « D'abord, on tient réellement compte de ce qui se dit, et ensuite on assume nos responsabilités », c'est ainsi que le secrétaire général résume la dimension politique du processus de décision. Les outils électroniques facilitent très largement cette prise en compte, en rendant tout simplement accessibles et visibles les opinions de la base. Et à partir du moment où cette visibilité existe, elle contraint les dirigeants à en tenir compte. En effet, lorsque la prise de parole est favorisée, il est nécessaire que cette dernière soit entendue : pour reprendre les termes d'Hirschman¹⁰⁷, si l'attitude de « voice » (qui a « pour fonction d'avertir de ses défaillances une firme ou une organisation ») ne suscite pas un changement d'attitudes de la part de la direction, cela risquerait alors de généraliser l'option d'« exit ». Le sentiment que l'individu a du poids que prend sa parole, son sentiment d'influencer le cours des choses est alors déterminant (« Si les clients ont de bonnes raisons de croire que leurs récriminations aboutiront à un résultat, il se peut fort bien qu'ils renoncent temporairement à faire défection. Le client (ou l'adhérent d'une organisation) doit se sentir capable d'exercer une certaine influence, seul ou en collaboration avec d'autres¹⁰⁸ »).

Mais en amont, la volonté d'influencer le cours des choses est aussi très largement lié au degré d'attachement de l'adhérent à son organisation. Et, dans le cas d'Attac, on peut considérer que les outils électroniques contribuent doublement à faciliter l'attachement du membre à l'organisation. La première raison est liée à cette capacité ou sentiment d'influence, elle-même liée à l'interactivité avec la direction. La deuxième est liée au sentiment de groupe qui découle du simple fait « d'être relié » en continu. Patrice Mann¹⁰⁹, s'appuyant sur les analyses de M. Ginsberg, explique ainsi : « un degré élevé d'intensité des relations favorise une communauté de valeurs ou d'intérêts. La fréquence des interactions est de nature à créer la conscience d'un

105 Voir, par exemple, Cornélius CASTORIADIS, Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe, II, Paris : Seuil, 1986.

106 Pierre Tartakowsky, entretien mené le 30 mai 2000.

107 Albert O. HIRSCHMAN, Défection et prise de parole, Paris : Fayard, 1995 (pour la trad.). Exit, Voice and Loyalty a été publié en 1970 par Harvard University Press.

108 A. O. HIRSCHMAN, Op cité, p. 69.

109 Patrice MANN, L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives, Paris : Armand Colin, 1991, pp. 38-39.

« nous » durable¹¹⁰, d'un fort sentiment d'appartenance. ». Cette dimension apparaît bien dans les réponses aux questions ouvertes de l'enquête effectuée ; ainsi, à la question « quels sont, pour vous, les avantages qu'il y a à utiliser Internet au sein d'Attac ? », on a obtenu des réponses de ce type : « *Partager la vie tumultueuse du mouvement* ».

A partir de là, il ne suffit pas seulement que la direction tienne compte de ce qui s'échange mais qu'elle le fasse savoir. Sa participation aux listes de discussion est à cet égard de première importance, comme l'illustre un travail comparatif entre les deux listes « Attac local » et « Attac talk » : sur trois mois (de mars à mai), dirigeants et permanents (parmi lesquels j'inclus Laurent Jesover) ont posté sur « Attac local » une cinquantaine de messages pour chacun des mois, ce qui signifie un peu moins d'un quart du nombre total de messages postés sur cette liste. Sur « Attac talk » et pour la même période, ce rapport (nombre de messages provenant de la direction/nombre de messages total posté sur la liste) s'élève à 2,5%, ce qui correspond, en chiffres absolus à une quinzaine de messages mensuellement. On ne peut pas mesurer les conséquences en termes d'exit, de désengagement puisqu'on ne dispose pas de ces chiffres. Mais à l'aune du mécontentement exprimé à cet égard, on peut s'attendre à ce que cette faible participation de la direction à « Attac talk » ne soit pas sans effet, comme le suggère cette réponse au questionnaire, de la part d'un participant à la liste: « Je vois que pratiquement plus personne ne participe à la liste Attac talk que je reçois. Probablement parce qu'elle est modérée et surtout que l'on n'a pas de réponse de la DIRECTION¹¹¹... alors les gens se lassent. »(5M) La première explication de cet engagement différencié tient très probablement au fait que l'expression de la direction sur « Attac local » est envisagée, par cette dernière, non pas comme un échange avec les quelques trois cents individus abonnés à la liste mais comme une communication dirigée vers l'ensemble de l'association : les correspondants électroniques devant se charger de faire l'interface avec leur propre comité.

L'accès facilité à l'information, la visibilité accrue des opinions, la transversalité et l'interactivité des échanges sont donc à l'origine d'un nouveau mode de prise de décision. Emerge ainsi un contrôle réciproque entre la base et les dirigeants. Le terme « contrôle » doit être compris comme une attention scrupuleuse à ce qui s'échange, se dit, se fait dans un espace mais il n'implique pas nécessairement de suspicion de la part des acteurs en présence. « Réciproque », dans la mesure où, du côté des adhérents, l'agenda de l'association et les dossiers en cours peuvent ne pas être une réalité obscure et éloignée et, du côté des dirigeants, il n'est pas nécessaire d'attendre l'échéance des votes pour connaître l'opinion de la base. La connaissance de ces opinions facilite certes l'assise du pouvoir (c'est le cas de la presse écrite ou des sondages¹¹²), mais elle autorise aussi un mode de décision par anticipation et/ou interprétation, bref qui se laisse partiellement guider, influencer, par les prises de parole régulières. Ce mode de fonctionnement n'est rendu possible que par l'intériorisation (par les différents acteurs en présence) de certaines normes ou règles en matière de fonctionnement interne. C'est la question des rapports entre la structure globale et l'interaction ponctuelle : une relation de pouvoir n'est pas intelligible si l'on fait abstraction de l'architecture globale de l'organisation et des principes, normes qui la fondent. A partir du moment où la souplesse, la discussion sont

110 Rappelons, à propos de la conscience de groupe, un des éléments mis en valeur en première partie : le sentiment de puissance lié à l'utilisation massive d'Internet. On avait alors montré que le précédent de l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement) avait largement contribué à asseoir cet imaginaire collectif. En cela aussi, l'utilisation d'Internet contribue, pour certains en tous cas, à l'attachement des individus à l'association.

111 Souligné par l'auteur du message.

112 Cette thématique est abordée de manière très claire dans Dominique REYNIE, Le triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du XVIe au XXe siècle, Paris : Odile Jacob, 1998.

valorisées par opposition aux procédures formelles (perçues comme rigides et stériles), il faut aussi s'attendre à ce que le débat, l'argumentation deviennent des principes forts du processus décisionnel.

Le mode de prise de décision réel suit donc un mouvement de va-et-vient entre adhérents, entre adhérents et dirigeants : cette multiplicité des échanges en réduisant l'écart entre la base et la direction, diminue, dans un même mouvement l'autonomie des dirigeants. Cette utilisation d'Internet permettant de lier étroitement discussion et décision, contribue alors à faire de cette dernière (la décision), le fruit d'un réel consentement de la part des adhérents. Autant d'éléments qui inciteraient plutôt à conclure par l'affirmative : oui, l'utilisation d'Internet peut très largement contribuer à une amélioration de la démocratie interne. Mais le dialogue « en continu » ne concerne que la partie la plus impliquée de la base, une nouvelle catégorie de militants en liaison avec la direction. Nouvelle catégorie qui, cependant, ne porte aucun mandat, ne parle pas « au nom de ». Et on rejoint alors les difficultés analysées dans la partie précédente, relatives aux questions de représentativité et de représentation.

Conclusion

Internet facteur de démocratisation ? Les choses ne sont pas si simples et la conclusion ne peut être univoque. Le débat médiatisé par Internet peut devenir très documenté et argumenté mais dans un même mouvement recouvrir un caractère de plus en plus technique et exclure ainsi tous ceux qui ne se sentent pas la compétence d'intervenir. L'abondance de messages incite en outre à fragmenter les débats ou les listes en fonction de l'objet concerné et les débats devenant trop précisément centré perdent en termes de confrontation d'idées. Quant au processus décisionnel lui-même, il est aussi difficile de répondre simplement. Les listes de discussions, outils à la fois transversaux et interactifs, ont tendance à réduire l'écart entre dirigés et dirigeants. Les occasions d'échanges sont multipliées et la base gagne en visibilité, donc en puissance dans son rapport avec la direction. La possibilité qu'offre Internet de communiquer « *many to many* » peut donc très largement contribuer à modifier les rapports de pouvoir entre dirigeants et dirigés, au profit de ces derniers. Ce type de fonctionnement soulève cependant un problème important : la prise de décision analysée selon cette perspective donne un rôle central à un noyau d'individus particulièrement impliqués qui font, de fait, offices de représentants de la base alors même qu'ils n'ont pas été élus. D'où l'importance de la coexistence des deux modes de participation des adhérents : une participation active fondée sur une dynamique transversale donne à certains militants un pouvoir d'influence non négligeable ; mais pour être certain de la prise en compte de l'ensemble des adhérents, le fonctionnement global ne peut pas faire l'économie, parallèlement, de la pratique régulière du vote. En aucun cas les échanges par mails ne pourraient donc se substituer aux actuels votes de motions (chaque année) et à l'élection (tous les trois ans) du Conseil d'administration.

Outre l'ambivalence des rapports entre Internet et démocratie, on a souligné à maintes reprises le caractère contingent ou particulier de ce mode d'utilisation des outils électroniques. Le profil particulier des militants-utilisateurs d'Internet, celui des dirigeants de l'association ainsi que le projet politique d'Attac contribuent largement à dessiner l'usage de l'outil. Les seules possibilités techniques d'Internet ne suffisent pas à dégager une analyse des rapports entre l'outil et la démocratie. On a ainsi souligné l'importance de l'articulation étroite entre lieux physiques et lieux électroniques. Les limites à la généralisation à partir de cette étude sont aussi dues à la différence de nature entre démocratie « dans le tout » et démocratie interne à un mouvement. Cette nécessaire distinction apparaît très clairement si l'on compare mes conclusions à celles de Thierry Vedel¹¹³ à propos des utilisations d'Internet dans le cadre d'expériences de « démocratie électronique locale ». Ces dernières, souligne-t-il, n'ont eu qu'un impact marginal sur l'implication politique des citoyens. Les outils mis en place au niveau municipal semblent être utilisés prioritairement à une fin pratique ou informative et très peu de manière interactive, pour dialoguer avec les élus¹¹⁴.

Certains éléments analysés ne sont pourtant pas spécifiques à Attac. L'évolution du rapport au politique dépasse très largement le cas des militants d'Attac et se manifeste notamment par un certain refus de la délégation, la volonté d'une participation plus directe¹¹⁵. L'étude d'Internet ne peut être dissociée de cette tendance de fond. L'introduction de l'outil peut, dans ce contexte, contribuer au renouveau démocratique. C'est du reste davantage en ces termes (renouveau démocratique) plus qu'en termes de démocratisation, que la question se pose. L'utilisation d'Internet vient, en effet, à maints égards apporter des changements de nature

113 Thierry VEDEL, « L'Internet et la démocratie », in Cahiers français, n° 295, mars-avril 2000, pp. 25-30.

114 Il y a, en effet, peu de raisons pour qu'Internet soit un facteur d'engagement politique, les déterminants de l'engagement restant avant tout d'ordre socio-politique. Et c'est là que se situe une différence fondamentale : dans le cas d'une association, les utilisateurs d'Internet sont des individus déjà mobilisés politiquement.

115 Sur ce point, voir par exemple : Christophe AGUITON, Philippe CORCUFF, « Mouvements sociaux et politique : entre anciens modèles et enjeux nouveaux », in Mouvements n°3, mars-avril 1999 ou encore, Claus OFFE, « Les nouveaux mouvements sociaux : un défi à la politique institutionnelle », trad., in Les démocraties modernes à l'épreuve, Paris l'Harmattan, 1997 (sur la délégation, voir plus spécifiquement pp. 100-106).

et pas seulement de degré. Certes, l'outil permet une intensification des échanges mais la possibilité de communiquer « *many to many* » bouleverse aussi la nature même des relations, y compris des relations de pouvoir. La question de la signification de la parole véhiculée par ce moyen, due à l'interrogation récurrente : « qui parle au nom de qui ? », oblige aussi à repenser certaines formes de représentation intermédiaires. Tous ces éléments ne sont pas propres à Attac et la réflexion devra sans doute être approfondie avec la généralisation des utilisations politiques d'Internet.

Glossaire des outils électroniques présents à Attac

Internet, à Attac, désigne :

Le **site** général (<http://attac.org>) de l'association qui abrite plusieurs milliers de pages. Depuis peu, les groupes locaux disposent, s'ils le souhaitent, de leurs propres sites (c'est, par exemple : <http://www.local.attac.org/paris11/> pour le comité Attac du 11^e arrondissement à Paris).

Les listes de diffusion et de discussion. Une liste de diffusion fonctionne tel un petit journal envoyé par le mail à une liste d'abonnés. Ce petit journal, dans le cas d'Attac est un bi-hebdomadaire, *Le Courriel d'information*, encore appelé **Le grain de sable**. L'abonnement (gratuit) se fait par le site et n'est donc pas réservé aux adhérents. La liste de discussion, comme son nom l'indique, permet aux individus de discuter. Mais, contrairement au *chat*, la discussion ne se fait pas en direct mais par mails interposés. Lorsqu'un des abonnés poste un message sur la liste, l'ensemble des membres de la dite liste le reçoit. Ces listes se sont multipliées au cours du développement d'Attac. La première et la seule portant véritablement ce nom – liste de discussion – s'appelle « **Attac Talk** », accessible à tout le monde puisque, là encore, l'abonnement transite par le site général. Attac talk a son équivalent en anglais, allemand, espagnol et norvégien. Les autres listes sont, à proprement parler, des listes de travail mais fonctionnent comme une liste de discussion. Il s'agit d' « **Attac local** », liste des « correspondants électroniques » des comités locaux : une, deux à trois personnes dans chaque comité local joue le rôle d'interface entre les outils électroniques et son propre comité local, de manière à réduire l'écart entre populations connectée et non connectée à Internet au sein de l'association. Ces « **correspondants électroniques** » possèdent donc leur propre liste de manière à faire circuler facilement l'information entre comités locaux et amorcer ainsi une dynamique « horizontale », pour reprendre le vocable des acteurs eux-mêmes (notamment celui de Laurent Jesover, *webmaster*). La liste de discussion – ou de travail – représente l'outil le plus répandu au sein d'Attac : chaque instance, à chaque niveau (conseil scientifique, groupes de travail, conseil d'administration, comités locaux) fonctionne en interne en s'appuyant abondamment sur cet outil.

Les « **secrétariats électroniques** », adresses e-mail qui redirigent les messages vers une ou plusieurs autres adresses, constituent la dernière catégorie d'outils électroniques existant. Ces secrétariats électroniques sont du type : omc.marseille@attac.org , pour le groupe de travail sur l'OMC rattaché au comité d'Attac Marseille.

Annexe méthodologique

Ce texte est issu d'un mémoire de DEA mené sous la direction de Nonna Mayer et Sophie Duchesne durant l'année scolaire 1999/2000, à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Le terrain dont il est question dans ce texte a donc été effectué à ce moment-là.

La première précision d'ordre méthodologique relève de mon rapport particulier avec le terrain. C'est en tant que militante et non comme chercheur que je suis entrée en contact avec Attac. Ce lien initial explique partiellement mon interrogation relative à la démocratie interne. La proximité avec le terrain m'a permis à la fois d'entrer plus facilement en relation avec les acteurs mais aussi de comprendre sans grand effort la portée de certains enjeux débattus. Parallèlement, il m'est aussi vite apparu nécessaire de mener un travail de distanciation, notamment pour comprendre et analyser le point de vue et les stratégies des dirigeants.

Le terrain s'est déroulé selon les axes suivants :

L'observation participante à diverses réunions. C'est avec régularité que j'ai assisté aux réunions de comités locaux (Attac Paris Centre¹¹⁶ et Attac 14e). Cette participation m'a permis de comprendre tout particulièrement le rôle joué par les correspondants électroniques. La présence aux Conseils d'administration, aux Assises d'Attac à La Ciotat en octobre 1999 et à une réunion de coordination des comités d'Ile-de-france répondait au besoin d'avoir une vue d'ensemble sur les processus décisionnels. Les conseils d'administration ont lieu à une fréquence d'environ un tous les mois et demi et durent en général de quatre à six heures, les samedis après-midi. C'était l'occasion d'observer et comprendre les tensions, les rôles, les rapports de force au sein de cette instance dirigeante et la manière dont pouvaient être pris en compte les débats qui animaient l'association à ses différents niveaux (listes de discussion, comités locaux etc.). D'une manière plus générale, l'analyse de l'articulation entre ces différents lieux de l'association (assises nationales, réunions locales, conseils d'administration) et entre ces lieux et la sphère électronique me permettait de saisir l'unité de l'organisation interne et du processus décisionnel, pris au sens large.

L'abonnement à deux types de listes de discussion/travail : « Attac Talk », « Attac local ». Ce suivi représentait un travail énorme en termes de temps puisque je recevais entre dix et vingt messages par jour, souvent longs et ce, pendant plusieurs mois. Il s'agissait à la fois de comprendre le contenu de ce qui s'échangeait sur ces listes respectives mais aussi les fréquences de prise de parole de la part des différents acteurs (donc la part des « participants muets »).

La consultation très régulière du site répondait à la nécessité de me tenir informée de l'actualité de l'association mais aussi d'accéder à des textes qui se devaient d'être analysés. C'était tout particulièrement le cas des premiers messages échangés sur la liste « Attac talk »¹¹⁷, tous archivés sur le site.

116 Regroupe les sept premiers arrondissements de Paris.

117 Je n'y étais abonnée qu'à partir du mois de novembre 1999 et elle avait été mise en place vers le mois de février 1998, à savoir, comme cela a été dit, avant la naissance officielle de l'association.

Quatre entretiens semi-directifs ont été menés avec des personnages clés pour l'objet d'étude : le secrétaire général, Pierre Tartakowsky ; Lionel Larqué parce qu'il était familier des différents niveaux de l'association : issu d'un comité toulousain, il a été élu au moment des Assises au Conseil d'administration et au Bureau national. Deux entretiens, à six mois d'intervalle, ont bien sûr été consacrés au *webmaster* de l'association, Laurent Jesover.

Enfin, une enquête par questionnaires a été effectuée et a soulevé certaines difficultés méthodologiques. Atteindre les populations à la fois connectée et non connectée à Internet, de manière à les comparer : telle était l'intention. Il s'agissait de comprendre d'éventuels décalages tant à l'égard des exigences de démocratie qu'à l'égard des contenus mêmes des débats aux différents niveaux. Le dispositif envisagé consistait donc en la diffusion de deux questionnaires assez similaires, l'un par le biais des listes de discussion, l'autre par les comités locaux. Mais, voilà, un événement imprévu est venu contrarier ce plan. Alors que le questionnaire était sur le point d'être diffusé sur les listes, deux étudiantes en maîtrise de sciences politiques ayant choisi également Attac comme terrain d'étude, m'ont précédée dans cette entreprise, si bien qu'il n'était plus envisageable de soumettre aux participants aux listes une nouvelle enquête. J'ai alors bénéficié de leurs résultats dont seule une petite partie présentait un intérêt pour mon étude. La dimension comparative n'a pas été pour autant abandonnée : une partie entière réservée aux individus connectés a alors été intégrée dans le questionnaire diffusé auprès de certains comités locaux. Sur quatre cents questionnaires envoyés ou distribués et accompagnés d'une enveloppe pré-affranchie, 96 m'ont été retournés. Il ne pouvait être question, étant donnés les moyens dont je disposais, d'atteindre un échantillon représentatif. Le mode d'administration a consisté en l'envoi, auprès de cinq comités choisis pour leur taille et leur situations différentes, d'enveloppes contenant entre une vingtaine et une cinquantaine de questionnaires, à redistribuer au sein du comité. Un contact préalable avait été établi par téléphone avec un coordinateur de chaque comité. La personne était alors chargée, une fois l'enveloppe reçue, de la redistribution des questionnaires accompagnée d'une explication sur le sens de ma démarche¹¹⁸. Ce dispositif ne s'est pas avéré très efficace : sur 200 questionnaires administrés de cette manière (hors de Paris), seuls 31 m'ont été retournés. Le rapport Paris/province était, dès le départ, déséquilibré puisque, pour des raisons de facilité et d'accès, le même nombre de questionnaires y était envoyé (200/200). Le déséquilibre a été encore renforcé par un taux de réponse bien supérieur à Paris. L'explication tient sans doute essentiellement dans le mode d'administration différent : durant une dizaine de jours, je me suis déplacée moi-même dans six comités¹¹⁹ différents, ai présenté le questionnaire tout en assistant aux réunions. Et, sur 200 questionnaires distribués, 64¹²⁰ m'ont été retournés dont certains dès la fin de la réunion.

118 Cette explication était renouvelée par une lettre d'accompagnement que j'avais insérée dans chaque questionnaire.

119 Attac Paris 14e, Paris nord-ouest, Paris centre, Paris 11e, Paris 15e, et Attac 93 sud (en l'occurrence, la réunion était à Montreuil).

120 Comme on pourra facilement le remarquer, en additionnant les réponses de province à celles qui viennent de Paris, nous n'arrivons pas au total annoncé : l'un des questionnaires retournés ne mentionnait pas le lieu d'habitation.

Bibliographie

- AGUITON Christophe et CORCUFF Philippe, « Mouvements sociaux et politique : entre anciens modèles et enjeux nouveaux », *Mouvements*, n° 3, mars-avril 1999.
- AKRICH M., « Comment décrire les objets techniques », *Techniques et Culture*, n°9, janvier-juin, 1987.
- BARBOT Janine, DOIDY Eric, RENOUE Gilda, SIMEANT Johanna et STAVO-DEBAUG Joan (table ronde), « Y a-t-il de nouveaux militants ? », in *Mouvements*, n°3, mars-avril 1999.
- BARTHELEMY Martine, *Associations : un nouvel âge de la participation ?*, Paris : Presses de Sciences Po, 2000
- BERTIN Jacques, « L'éducation populaire. Le retour de l'utopie » (dossier), *Politis* n°29, février-mars 2000.
- BOLTANSKI Luc et CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 1999.
- BOURDIEU Pierre, "L'opinion publique n'existe pas", in *Questions de sociologie*, Paris, éditions de Minuit, 1985.
- CASSEN Bernard, HOANG-NGOC Liêm et IMBERT Pierre-André (ouvrage coordonné par) *Attac, contre la dictature des marchés*, éd La Dispute/Syllepse/VO Editions, 1999.
- CASTELLS Manuel, *L'ère de l'information*, t. II, *Le pouvoir de l'identité*, Paris : Fayard, 1999 (trad.), (1997).
- CASTORIADIS Cornélius, *Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe*, II, Paris : Seuil, 1986.
- CHAMBAT Pierre, « NTIC et représentations des usagers », in André VITALIS (sous la dir. de), *Médias et nouvelles technologies*, Rennes : Apogée, 1994.
- CHARLOT Jean et Monica, « Les groupes politiques dans leur environnement », in Madeleine GRAWITZ et Jean LECA, *Traité de science politique III, L'action politique*, Paris : Presses universitaires de France, 1985.
- CHESNAIS François, *Tobin or not Tobin ? Une taxation internationale sur le capital*, L'Esprit frappeur, n°42, Paris, 1998.
- COLEMAN James S., « Comment on « the concept of influence », in *The Public Opinion Quarterly*, vol. 27, n°1, printemps 1963.
- DAHL Robert A., *On Democracy*, Yale University Press, 1998
- DAHL Robert, « A Democratic Dilemma : System Effectiveness versus Citizen Participation », in *Political Science Quarterly*, vol. 109, n°1, 1994.
- DAHLGREN Peter, « L'espace public et l'Internet. Structure, espace et communication », in *Réseaux*, n° 100, 2000.
- DALTON Russel J., *Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Chatam House Publishers, Inc, 1988 et 1996,.

- DIEU Anne-Marie, *Valeurs et associations. Entre changement et continuité*. L'Harmattan, Paris, 1999.
- DONEGANI Jean-Marie et SADOUN Marc, *La démocratie imparfaite. Essai sur le parti politique*, Paris : Gallimard, 1994.
- FILLIEULE Olivier et PECHU Cécile, *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*, éd L'Harmattan, Paris, 1993.
- FLICHY Patrice, « Internet ou la communauté scientifique idéale », in *Réseaux*, n°97, 1999.
- GINGRAS Anne-Marie, « La démocratie et les nouvelles technologies de l'information et de la communication : illusions de la démocratie directe et exigences de l'action collective », in *Politique et Sociétés*, vol. 18, n°2, 1999
- GODIGNON A. et THIRIET J.L., "Dialoguons, dialoguez ou le sophisme démocratique", in *Le Débat*, n°68.
- GOFFMAN Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris : Minuit, 1991.
- GRANJON Fabien, « De l'appropriation « militante » d'Internet en contexte associatif. Engagement distancié et sociabilités digitales », in *Communication* (Québec), vol. 19, n°2, 1999.
- GUEYE Sékou Pathé, « Espace public et démocratie délibérative. Repenser la politique », in *La pensée*, n°321, janvier-mars 2000.
- HABERMAS Jürgen, *L'espace public*, Paris : Payot, 1993 (5e éd.), (1962).
- HARASSE Sophie, *Engagement et désengagement dans les organisations : l'exemple d'Amnesty international section française*, DEA d'études politiques, IEP Paris, sous la dir. de Pierre Favre, 1996.
- HERT Philippe, « Quasi-oralité de l'écriture électronique et sentiment de communauté dans les débats scientifiques en ligne », in *Réseaux*, n°97, 1999.
- HILL K. A. et HUGHES J. E., *Cyberpolitics. Citizen activism in the age of the Internet*, Oxford, Rowman et Littlefield, 1998.
- HIRSCHMAN Albert O., *Défection et prise de parole*, Paris : Fayard, 1995 (pour la trad.), (1970).
- INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Democracies*, Princeton University Press, Princeton, 1977.
- ION Jacques, "L'évolution des formes de l'engagement public", in PERRINEAU Pascal, *L'engagement politique, déclin ou mutation ?*, sous la dir. de Pascal Perrineau, Presses de la FNSP, Paris, 1994, pp. 23-39.
- JOUET Josiane, « Retour critique sur la sociologie des usages », in *Réseaux*, n° 100, 2000.
- KIMBERLY J. R., « The Study of Organization : Toward a biographical Perspective », in J.W. Lorsh (éd.), *Handbook of organizational Behavior*, Englewood Cliffs, New York, Prentice Hall, 1987.
- KLANDERMANS Bert, « The formation and Mobilization of Consensus », in B. KLANDERMANS, H. KRIESI, S. TARROW, *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research Across Cultures*, Greenwich, Conn, JA, 1988.
- LATOUR Bruno, *La science en action*, Paris, La découverte, 1989.

- LAZARSELD Paul et KATZ E. , *Personal influence*, Glencoe I11, The Free Press, 1955.
- LE CROSNIER Hervé, « Internet et la démocratie », in *Terminal*, hiver 1997-98.
- LEVY Pierre, *Cyberculture*. Rapport au Conseil de l'Europe dans le cadre du projet « Nouvelles technologies : coopération culturelle et communication », Paris : éd. Odile Jacob, 1997.
- LEVY Pierre, *Les technologies de l'intelligence. L'avenir de la pensée à l'ère informatique*, Paris, La découverte, 1990.
- MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1995 (1ère éd.).
- MANN Patrice, *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*, Paris : Armand Colin, 1991.
- MASSIT-FOLLEA Françoise, « La démocratie électronique : mise en perspectives », in *Information et démocratie. Mutation du débat public*, textes réunis par Jean MOUCHON et Françoise MASSIT-FOLLEA, Fontenay/Saint Cloud : ENS éditions, 1997.
- MAYER Nonna, « Le sondage délibératif au secours de la démocratie », *Le Débat*, n° 96, septembre-octobre 1997.
- MICHELS Roberto, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques dans les démocraties*, Paris : Flammarion, 1971 (1912).
- MEMMI Dominique, « L'engagement politique », in Madeleine GRAWITZ et Jean LECA, *Traité de science politique III, L'action politique*, Paris : Presses universitaires de France, 1985.
- MOSCOVICI Serge, *L'âge des foules*, Bruxelles : éditions complexes, 1991 (1981)
- NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris : La découverte, 1996.
- OLLITRAULT Sylvie, « De la camera à la petition-web. Le répertoire médiatique des écologistes », in *Réseaux*, n°98, 1999.
- OSTROGORSKI Moisei , *La démocratie et les partis politiques*, Paris : Fayard, 1993 (1903).
- PALLIART Isabelle, « Démocratie locale et nouvelles techniques d'information et de communication », in *Pouvoirs*, n° 73, 1995.
- PAPADOPOULOS Yannis, *Démocratie directe*, Paris : Economica, 1998.
- PATOU Charles, « Usages militants de la formation et de l'information. Les exemples d'AC ! et d'Attac », in *Cahiers politiques*, février 2000, n°4.
- PERRINEAU Pascal, *L'engagement politique, déclin ou mutation ?*, sous la dir. de Pascal Perrineau, Presses de la FNSP, Paris, 1994.
- PROULX Serge, « Les différentes problématiques de l'usage et de l'utilisateur », in André VITALIS (sous la dir. de), *Médias et nouvelles technologies*, Rennes : Apogée, 1994.

- QUEAU Philippe et WOLTON Dominique (débat), « L'Internet, nouvelle clé de la connaissance ? », *Cahiers français*, n° 295, mars-avril 2000.
- RAVENEL Bernard, « L'irrésistible crise du militantisme politique classique », in *Mouvements*, n°3, mars-avril 1999.
- RIBS Jacques, *Secret et démocratie* (colloque), Paris : La documentation française, 1997.
- RODOTA Stefano, *La démocratie électronique. De nouveaux concepts et expériences politiques*, Rennes : Apogée, 1999.
- SAUVE Pierre, « Attac vue d'en bas », in *Carré rouge*, n° 13, février 2000
- SAWICKI Frédéric, « La science politique et l'étude des partis politiques », in *Cahiers français*, n° 276, mai-juin 1996.
- SCHMITTER Philippe C. et KARL Terry Lynn, « What Democracy is ... and Is Not », in Larry Jay DIAMOND et Marc F. PATNER, *The Global Resurgence of Democracy*, Baltimore, MD, Johns Hopkins University Press, 1993.
- STEINER Jürg, DORFF Robert H., *A theory of Political Decision Modes, Intraparty Decision Making in Switerland*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1980.
- TARDE Gabriel, *L'opinion et la foule*, Paris : Alcan, 1910.
- TILLY Charles, *From Mobilization to Revolution*, Addison-Wesley, Reading, Mass, 1976.
- VEDEL Thierry, « L'Internet et la démocratie », in *Cahiers français*, n° 295, mars-avril 2000.
- VEDEL Thierry, « La gouvernance des réseaux mondiaux de communication », in *Politique et sociétés*, vol. 18, n° 2, 1999.
- VEDEL Thierry, *Political Communication and the Internet*, (papier prepared for presentation at the workshop Political Communication Research for the Third Millennium, convened by the Political Communication Research Committee of IPSA.) Université Laval, Québec, Canada, Août 1999.
- VIDAL Geneviève, « Mygale-bêta : crise et décision sur l'Internet », in *Terminal*, hiver 1998-1999.
- WALZER Michael, *Sphères de justice. Une défense du pluralisme et de l'égalité*, Paris : Seuil, 1997(trad.), (1983).
- WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris : Plon, 1959 (1920).
- WOLTON Dominique (interview), *La chronique d'Amnesty*, janvier 2000, n°158, p.10.
- WOLTON Dominique, *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Flammarion (2^e éd.), Paris, 2000.
- WOLTON Dominique, *Penser la communication*, Paris : Flammarion, 1997.
- WRIGHT William E., « Comparative Party Models : Rational-Efficient and Party Democracy », in W.E. WRIGHT éd., *A comparative study of party organization*, Colombus, Ohio, Charles E. Merrill, 1971.



CENTRE DE RECHERCHES POLITIQUES DE SCIENCES PO

98, rue de l'Université

75007 Paris

Tél. 33 (0)1 45 49 51 05

e-mail : info@cevipof.sciences-po.fr

Site Internet : www.cevipof.msh-paris.fr

Internet est souvent présente comme un outil porteur de démocratie. Transparence, souplesse, contacts directs, rapidité, horizontalité : telles sont les caractéristiques qui lui sont attribuées et généralement associées à une forme spécifique de la démocratie, la démocratie directe. Cet engouement est –il fondé ? Pour le savoir, nous avons étudié les usages d'Internet au sein d'Attac (Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens). Ce mouvement est né avec Internet et place la démocratie au cœur des ses préoccupations. Autant de raisons qui en faisaient un beau cas d'étude.

L'enquête s'est nourrie d'observations participantes aux différents échelons de l'association, d'entretiens avec ses dirigeants et surtout d'analyses de ce qui s'échange par le biais des outils électroniques de l'association. Au terme de cette étude, il apparaît clairement que les liens entre démocratie et Internet sont loin d'être aussi univoques : si l'outil peut multiplier les occasions de discussions, ces dernières deviennent facilement techniques, excluant de fait ce qui ne se sentent pas la compétence d'intervenir. Et si une forme de démocratie plus participative émerge, elle ne concerne qu'un noyau restreint de militants fortement impliqués.